

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

COLLECTION
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

Rapport sur les comptes de la santé 1999

n° 3 - juin 2000

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ

SOMMAIRE

	Pages
Présentation	1
Première partie	
La consommation médicale totale	4
La consommation de soins hospitaliers	11
La consommation de soins ambulatoires	19
Les transports sanitaires	27
Les médicaments	27
Les autres biens médicaux	28
La médecine préventive	30
La dépense courante de santé	31
Deuxième partie	
Le financement de la dépense de soins et de biens médicaux	33
Annexes	
Annexe I La dépense nationale de santé	37
Annexe II Les comptes du secteur public hospitalier	38
Annexe III Médecine préventive et autres missions de santé publique	49
Annexe IV La recherche médicale et pharmaceutique	51
Annexe V La gestion générale de la santé	
Tableaux	
Les comptes de la santé	53

Présentation des comptes de la santé.

Les comptes de la santé sont un des comptes satellites de la Comptabilité Nationale. Ils s'attachent donc essentiellement à retracer la production et le financement de la fonction santé. Celle-ci se limite à la prévention et/ou au traitement d'une perturbation de l'état de santé. Les activités du secteur médico-social (enfance inadaptée, adultes handicapés, ...) ne font donc pas partie de la fonction santé.

Le compte de la santé privilégie deux grands agrégats :

- la consommation médicale totale (dont la consommation de soins et de biens médicaux) ;
- la dépense courante de santé .

La consommation médicale totale.

Elle représente la valeur totale des biens et services médicaux consommés sur le territoire national- y compris les DOM- par les résidents et les non-résidents pour la satisfaction des besoins individuels. Elle est estimée à travers les sommes, d'origines publiques ou privées, qui en sont la contrepartie. Le retrait de la médecine préventive de l'agrégat permet d'obtenir la consommation de soins et de biens médicaux .

La dépense courante de santé.

Elle mesure l'effort financier consacré au cours d'une année par l'ensemble des agents. C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs publics et privés pour la fonction santé. A la consommation médicale totale elle ajoute les indemnités journalières, les subventions reçues, la recherche, l'enseignement et la fonction administrative.

La dépense nationale de santé est un concept proche de la dépense courante de santé. Elle est utilisée pour les comparaisons internationales.

Avertissement

Comme l'ensemble de la Comptabilité Nationale, les comptes de la santé reposent sur un système d'évaluation triennal glissant. Chaque année n , on estime un compte provisoire pour l'année $(n-1)$, basé sur les informations disponibles, puis un compte semi définitif de l'année $(n-2)$ qui est une révision du compte provisoire de la même année intégrant des données plus complètes, puis enfin un compte définitif de l'année $(n-3)$ qui sera une révision du compte semi définitif.

Périodiquement les comptes nationaux changent de base, un exercice qui est destiné à revoir les concepts, la méthodologie et l'évaluation des séries ainsi qu'à corriger les inévitables erreurs intervenues lors de la base précédente et à intégrer des sources d'information plus récentes. La base actuelle des comptes nationaux est la base 95 dont la première évaluation a été le compte provisoire de l'année 1998.

Toutefois, en raison de difficultés de calendrier, l'ensemble des révisions de la nouvelle base des comptes de la santé n'a pu être intégré dans le cadre central de la comptabilité nationale (en particulier, dans l'évaluation des soins hospitaliers privés, des soins ambulatoires, des transports de malades et des « autres biens médicaux » demeurent des différences entre les comptes de la santé estimés en base 95 et le cadre central.

Pour 1999, les points techniques suivants méritent d'être soulignés :

- Comme ces dernières années, les difficultés de disponibilité du SNIR-PL (Système National Inter Régime : recueil des données des différents régimes d'assurance maladie

concernant le secteur libéral des professions de santé) n'ont permis que d'analyser les seuls effectifs.

- Pour les mutuelles, les dernières données disponibles sont relatives à 1998. Les évolutions 1999 ont donc été estimées.
- Pour la première fois, les comptes de l'hôpital ont été réalisés à partir de données comptables fournies par la Direction de la Comptabilité Publique.
- Pour l'année 1999, les comptes nationaux de la santé ont été arrêtés avec les données disponibles au 18 Mai 2000.

Ce rapport est organisé de la manière suivante .

Dans une première partie on présentera la consommation médicale totale, déclinée sous ses différentes rubriques : soins hospitaliers publics et privés, soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux), les médicaments et les « autres biens médicaux », et les dépenses individualisables de médecine préventive. On décrit enfin la dépense courante de santé, sa structure et son évolution.

Une deuxième partie analysera le financement de la dépense courante de santé.

Pour faciliter l'utilisation de certains concepts, les développements suivants présentent de manière simplifiée les différences entre, d'une part, les objectifs de dépenses de santé et d'autre part l'estimation de la consommation finale de soins et biens médicaux présentée dans les comptes de la santé.

1) ONDAM

L'ONDAM est l'objectif national de dépenses d'Assurance maladie. Mis en place pour la première fois en 1997, il est fixé pour l'ensemble des Régimes d'assurance maladie. Son montant est déterminé chaque année par le Parlement dans la loi de financement de la Sécurité sociale. L'ONDAM est décliné par secteur :

- Soins de ville,
- Etablissements sanitaires sous dotation globale,
- Etablissements du secteur médico-social,
- Cliniques privées.

Chaque année les dépenses réelles sont comparées aux objectifs, globalement et par enveloppe.

L'ONDAM diffère, quant au champ, aux concepts et au mode de comptabilisation, des Comptes de la santé.

En premier lieu, ces derniers excluent de leur champ le secteur médico-social, mais incluent toutes les prestations. Au contraire des Comptes de la santé, l'ONDAM, par exemple, ne comprend pas les prestations en espèces de l'assurance maternité, les dépenses de prévention,...

En second lieu, les comptes fournissent une estimation de la consommation finale de soins de santé alors que l'ONDAM ne comptabilise que les seules dépenses de l'Assurance maladie. L'approche des Comptes de la santé est donc plus large. A côté des dépenses de Sécurité sociale on y recense celles de l'Etat et des Collectivités locales, des régimes complémentaires (Mutuelles, Assurances, Institutions de prévoyance) et celles des ménages eux mêmes. La consommation de soins de santé en est l'exacte contrepartie.

Enfin, les dépenses retracées dans l'ONDAM sont comptabilisées à la date de leur décaissement (remboursement de l'assuré). Celles des Comptes de la santé le sont à la date des soins, c'est à dire à la date du fait générateur (consultation, achat de médicament par exemples). Pour certains postes de la consommation médicale cette écart de dates de référence peut avoir une influence notable sur leur évolution.

L'ONDAM et les Comptes de la santé ont donc des finalités et des champs distincts. Une comparaison brute de leur chiffres, que ce soit en niveau ou en évolution, n'est donc ni possible, ni pertinente sans précaution méthodologique.

2) LES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVES SOUS DOTATION GLOBALE

En ce qui concerne les établissements de santé sous dotation globale, cette dotation est prise en compte dans les comptes de la santé.

Elle y apparaît lors de l'étude du financement du secteur public hospitalier et de celui des consultations externes dans les hôpitaux publics. Mais, les Comptes s'attachent avant tout à estimer la consommation finale de soins hospitaliers. Par convention, dans le secteur non-marchand, celle-ci est égale à la production. (salaires, consommations intermédiaires, impôts, amortissements...) diminuée des ventes.

PREMIERE PARTIE

LA CONSOMMATION MEDICALE TOTALE.

Ce grand agrégat se compose de la consommation de soins et de biens médicaux (soins hospitaliers, soins ambulatoires, médicaments, autres) et de celle de médecine préventive.

- La consommation médicale totale s'élève en 1999 à 766,6 milliards de francs (en progression de 3,6% sur 1998), soit 12600 francs par personne (en progression de 3.1% sur 1998) (Tableau I).

Cette progression est légèrement inférieure à celle enregistrée en 1998 (3.8%).

**Tableau I –
Consommation médicale totale
(évolutions en valeur et en % et montants en 1999)**

	1997	1998	1999	Montants 1999 en millions de francs
1, Soins hospitaliers et en sections médicalisées	1,3	2,4	2,0	350 882
-publics	1,0	4,8	2,8	240472
-privés	2,1	-6	-1,6*	69 149
-sections médicalisées	4,5	5,8	5,8	11 261
2, Soins ambulatoires	1,5	3,8	2,6	199 317
-médecins	2,3	3,7	2,5	95 827
-auxiliaires médicaux	-0,8	5,1	4,5	39 214
-dentistes	1,9	2,4	0,4	41 442
-analyses	1,9	5,2	3,6	17 028
-cures thermales	1,4	2,9	5,8	5 806
3, Transports de malades	0,7	9,1	9,0	11 305
4, Médicaments	3,3	6,0	6,0	150 057
5, Autres biens médicaux	2,6	8,3	12,3	37 911
-optique	0,5	3,5	4,8	18 533
-prothèses, orthèses, VPH**	-6,8	3,4	6,0	10 012
-petits matériels et pansements	38,5	34,4	41,5	9 366
Consommation de soins et de biens médicaux (1+...5)	1,8	3,8	3,5	74 9472
6, Médecine préventive	4,2	2,8	4,9	17 177
- médecine préventive et de dépistage	3,8	3,3	3,8	15 441
, médecine du travail	4,6	3,8	4,3	7 493
, médecine scolaire	2,6	3,7	4,6	2 629
, PMI et planning familial	2,8	3,5	3,0	2 846
, dépistage et vaccins	4,2	1,2	2,6	2 473
- programmes spécifiques de santé publique	7,2	-1,8	15,5	1736
Consommation médicale totale	1,8	3,8	3,6	766 649

*Ce chiffre rend compte des effets de la sortie de l'ANTADIR du champ de l'hospitalisation privée, A champ constant, la consommation de soins hospitaliers privés aurait été de -0,7%.

** Véhicules pour handicapés.

La part dans le PIB de la consommation médicale totale qui avait augmenté de 0,8 point entre 1990 et 1995 est stable depuis cette date, De même, sa part dans la consommation des ménages n'augmente plus depuis 1995 (Tableau II).

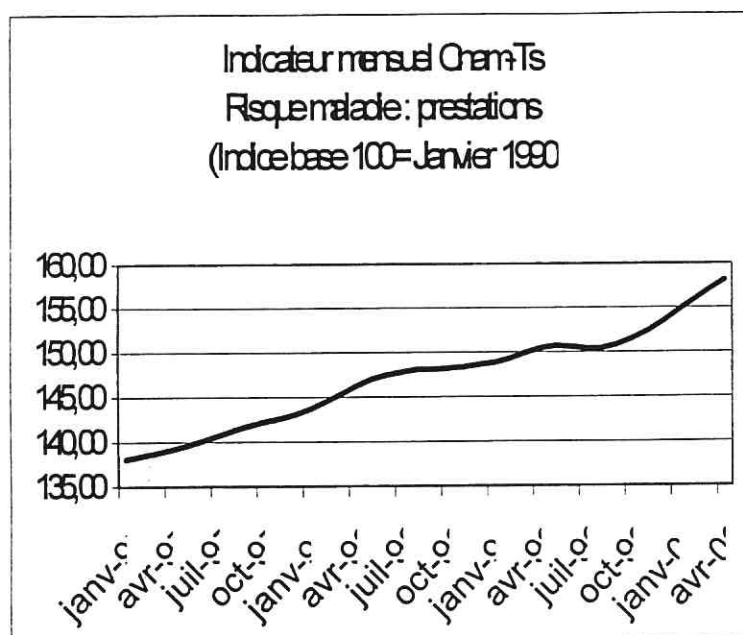
- Tableau II -
Evolutions de quelques grands agrégats concernant la consommation de santé (en %),

	1990	1995	1997	1998	1999
Part dans le PIB					
- de la consommation de soins et de biens médicaux	7,8	8,6	8,5	8,5	8,5
- de la consommation médicale totale	7,9	8,8	8,7	8,7	8,7
Part de la consommation de soins et de biens médicaux dans la consommation effective des ménages,	11,4	12,4	12,3	12,3	12,3

L'augmentation de 3,6% de la consommation médicale totale doit être mise en regard de la phase conjoncturelle de croissance que la France connaît depuis 1997 et qui, traditionnellement, s'accompagne d'une augmentation plus importante de la consommation de soins de santé, éventuellement décalée (voir encadré).

Evolution conjoncturelle des dépenses d'assurance maladie du régime général

Pour mieux apprécier l'évolution conjoncturelle des dépenses de santé, il est possible d'utiliser l'indicateur synthétique mis au point par la CNAM-TS¹ (Graphique I).



A la fin 1997, l'acquis de croissance de cet indicateur était de 1,8% avec des dépenses d'assurance maladie qui montraient un fort dynamisme sur l'ensemble de l'année 1997. A l'été 1998 diverses mesures avaient permis d'infléchir la tendance de sorte que la dépense avait pu être stabilisée à partir de l'été. De ce fait l'acquis de croissance fin 1998/début 1999 n'était plus que de 1,1% et la croissance a été de 2,6% en 1999 par rapport à 1998. La situation est différente à la fin de l'année 1999 (en particulier à cause de la conjoncture épidémique de la fin de l'année). Les dépenses se sont accélérées sur les derniers mois de l'année de telle sorte que l'acquis de croissance fin 1999/début 2000 est de 1,8%, soit la même valeur que celle enregistrée fin 1997/début 1998.

- L'analyse des contributions à la croissance de la consommation médicale totale en 1999 montre que ce sont essentiellement l'hospitalisation publique et les médicaments qui ont le plus contribué à la croissance alors qu'à l'inverse l'hospitalisation privée a une contribution négative à l'ensemble (Tableau III). En 1999, tout comme en 1998, on notera la contribution importante du poste « petits matériels et pansements » à la croissance, dû à un taux de croissance très important, similaire à celui des années antérieures.

¹ Cet indicateur retrace en date de remboursement l'évolution des dépenses du régime général d'assurance maladie (y compris DG), couvrant environ 85% du total des dépenses d'assurance maladie. Ses fluctuations à très court terme sont perturbées par les modifications de la vitesse de liquidation des dossiers par la Cnam-Ts. Celles-ci ont été particulièrement importantes au cours de la dernière période, notamment à la fin de 1999 (cf : Cnam- Point Stat No 26- Mai 2000). Il permet toutefois d'avoir une assez bonne idée des inflexions conjoncturelles des dépenses.

- Tableau III -
Contributions à la croissance de la consommation de soins et de biens médicaux en
valeur

	1998	1999
1, Soins hospitaliers et en sections médicalisées	1,1*	0,9
-publics	1,7	1,0
-privés	-0,6	-0,2
-sections médicalisées	0,1	0,1
2, Soins ambulatoires	1,0	0,7
-médecins	0,5	0,3
-auxiliaires médicaux	0,3	0,2
-dentistes	0,1	0,0
-analyses	0,1	0,1
-cures thermales	0,0	0,0
3, Transports de malades	0,1	0,1
4, Médicaments	1,1	1,2
5, Autres biens médicaux	0,4	0,6
-optique	0,1	0,1
-prothèses, orthèses, VHP**	0,0	0,1
-petits matériels et pansements	0,2	0,4
Consommation de soins et de biens médicaux (1+...+5)	3,8	3,5

* Les contributions de l'hôpital à la croissance sont affectées d'un effet champs dû au passage des établissements à prix de journée préfectorale dans le champs de l'hôpital public.

* * Véhicules pour handicapés.

D'une année à l'autre la structure de la consommation de soins et biens médicaux reste relativement stable (Tableau IV).

- Tableau IV -
Structure de la consommation de soins et de biens médicaux en valeur (en %)

	1990	1997	1998	1999
1. Soins hospitaliers et en sections médicalisées	48,4	48,2	47,5	46,8
- soins hospitaliers publics	35,7	36,1	36,3	36,1
- soins hospitaliers privés	11,7	10,7	9,7	9,2
- soins en sections médicalisées	1,0	1,4	1,5	1,5
2. Soins ambulatoires	28,2	26,8	26,8	26,6
- médecins	13,1	12,9	12,8	12,8
- auxiliaires médicaux	5,1	5,1	5,2	5,2
- dentistes	6,2	5,8	5,7	5,5
- analyses	2,8	2,2	2,3	2,3
- cures thermales	1,0	0,8	0,8	0,8
3. Transports de malades	1,3	1,4	1,4	1,5
4. Médicaments	18,4	19,1	19,6	20,0
5. Autres biens médicaux	3,7	4,5	4,7	5,1
- optique	2,2	2,5	2,5	2,5
- prothèses, orthèses, VPH*	1,3	1,3	1,3	1,3
- petits matériels et pansements	0,2	0,7	0,9	1,2
Consommation de soins et de biens médicaux (1+...,5)	100	100	100	100

* Véhicules pour handicapés,

Toutefois, on peut noter la progression de la part des médicaments et des « autres biens médicaux »² dans le total au détriment de celle de l'hospitalisation et de la médecine ambulatoire. Ces mouvements s'inscrivent dans des tendances de long terme. A un niveau plus fin, ce tableau fait ressortir que la part de la consommation de soins de médecins et des dentistes ainsi que celle de l'hospitalisation privée continuent leur diminution tendancielle alors que les autres biens médicaux et en particulier le poste « petits matériels et pansements » (dont il faut souligner qu'il est très hétérogène) continuent à augmenter fortement.

- La croissance en volume de la consommation de soins et de biens médicaux est retracée au Tableau V. Elle est en augmentation de 3,0% soit un rythme légèrement inférieur à celui de 1998 (3,1%) les variations de prix étant similaires pour les deux années.

² Il faut noter la très forte croissance du poste « petits matériels et pansements » depuis plusieurs années. Le poste a été multiplié par 10 depuis 1990 alors que la consommation médicale totale n'a augmenté que de 50% sur la même période.

- Tableau V -

Consommation de soins et de biens médicaux : évolutions en volume (en %)

	1997	1998	1999
1. Soins hospitaliers et en sections médicalisées	0,4	1,3	1,3
- soins hospitaliers publics	0,2	3,5	1,9
- soins hospitaliers privés	0,8	-6,6	-1,1
- soins en sections médicalisées	3,4	4,7	4,4
2. Soins ambulatoires	0,9	3,2	2,1
- médecins	1,7	2,6	1,9
- auxiliaires	-1,7	4,6	2,9
médicaux			
- dentistes	0,9	2,6	0,7
- analyses	1,8	5,2	4,4
- cures thermales	0,5	1,7	4,1
3. Transports de malades	-1,6	8,2	5,9
4. Médicaments	3,2	6,0	6,2
5. Autres biens médicaux	2,4	7,6	11,5
- optique	0,8	2,5	3,2
- prothèses, orthèses, VPH*	-7,4	3,0	6,0
- petits matériels et pansements	37,4	33,7	41,2
Consommation de soins et de biens médicaux	1,1	3,1	3,0

I :La consommation de soins hospitaliers.

Les soins hospitaliers sont produits par le secteur public hospitalier et le secteur privé hospitalier. Dans les comptes de la santé, la distinction entre les deux secteurs ne repose pas sur le statut juridique mais sur leur mode de financement.

On désigne par « **secteur hospitalier public** » l'ensemble des hôpitaux publics et des établissements privés participant au service public hospitalier (PSPH) financés pour l'essentiel par la dotation globale versée par les régimes de sécurité sociale. Dès lors, leur production est une production de services non marchands qui est mesurée, ainsi que la consommation qui en est l'exacte contrepartie, par les coûts. Les établissements regroupés sous ce label sont:

- les établissements publics de santé ;
- les établissements privés participants au service public hospitalier ;
- les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime de la dotation globale le 1^{er} janvier 1998 mais ne participant pas au service public hospitalier,

Les ressources du « **secteur hospitalier privé** » proviennent de son activité de soins sous forme de facturations des frais de séjours et des actes médicaux et paramédicaux intervenus à l'occasion de l'hospitalisation et qui sont versés directement aux professionnels. Ce secteur est constitué :

- d'établissements privés non lucratifs;
- des établissements privés à but lucratif,
- Des établissements à prix de journée préfectoral non concernés par la loi de 1996 (option entre le régime conventionnel au 1^{er} janvier 1997 et la dotation globale au 1^{er} janvier 1998), Ces établissements, d'un poids moindre, se retrouvent notamment dans les moyens et longs séjours.

I-1 : La consommation.

Dans le secteur public hospitalier, elle s'élève à 270,5 milliards de francs(4400 francs en moyenne par habitant) (Tableau VI). Elle est en augmentation de 2,8% par rapport à 1998. Cette évolution marque une accélération par rapport à celle enregistrée en 1998 (+ 2,4%)³. Elle s'explique pour l'essentiel par une croissance importante des salaires et des cotisations sociales (+3,0% et +4,0% respectivement) due aux effets du protocole Zucarelli de 1998, aux mesures particulières de revalorisation des carrières des aide-soignants ainsi qu'à la montée en charge des emplois jeunes à l'hôpital.

En volume, c'est à dire en déflatant la production en valeur par un indicateur de hausse de coût des facteurs de production, le taux de croissance de la production/consommation de soins dans le secteur hospitalier public aura été de 1,9% en 1999.

³ Le taux affiché dans les comptes de la santé 1998 était de 5.0% mais il était affecté d'un effet de champ important dû au passage de 320 établissements à prix de journée préfectorale dans le champ de la dotation globale. Cet effet de champ exclu, l'accroissement n'aurait été que de 2.6% (2.4% en données corrigées dans le compte présenté en 2000).

- Tableau VI -
Consommation de soins hospitaliers dans le secteur public.
Evolution en %

	1997	1998	1999
Valeur	1,0	4,8	2,8
Prix*	0,8	1,2	0,9
Volume	0,2	3,5	1,9

* Indice du coût des facteurs de production.

Dans le secteur privé hospitalier, la consommation de soins s'élève à 69,1 milliards de francs en 1999 (soit un peu plus de 1100 francs par habitant).

L'évolution a été de -1,6% en 1999 (Tableau VII), difficile à comparer avec celles des années précédentes du fait des changements de champ intervenus en 1995 (établissements conventionnés à l'aide sociale devenant PSPH), 1997 (établissements PJP passant dans le secteur privé conventionnel), 1998 (passage massif d'établissements PJP dans le champ de la dotation globale hospitalière), 1999 (transfert de 600 millions de francs de dépenses liées aux traitements de l'insuffisance respiratoire des cliniques privées au poste « Appareils, matériels de traitement et pansements »). A champ constant, la croissance de la consommation dans le secteur privé hospitalier en 1999 ressortirait à -0,7% au lieu de -1,6%.

- Tableau VII -
Consommation de soins hospitaliers du secteur privé.
(évolutions en %)

	1996	1997	1998	1999
Valeur	2,6	2,1	-6	-1,6
Prix	2,2	1,2	0,7	-0,5
Volume	0,4	0,8	-6,6	-1,1

Les établissements privés sont soumis à un objectif quantifié national (OQN) depuis 1992, qui n'a sans doute pas été sans influence sur le ralentissement de la consommation de soins dans ce secteur. L'évolution en volume enregistrée en 1999 est de -1,1% (-0,2 hors effet champ), soit le seul secteur des comptes de la santé à enregistrer une variation négative.

Des objectifs quantifiés nationaux aux comptes de la santé : l'exemple des cliniques privées.

Les objectifs annuels de dépenses, fixés en application de la loi de financement de la Sécurité Sociale, sont relatifs aux remboursements effectués par la Sécurité Sociale. Ils ne peuvent donc pas être comparés directement aux montants des opérations de consommation et de production retracés dans les comptes de la santé. En ce qui concerne les cliniques (établissements lucratifs et non lucratifs), l'évaluation de la production que fournissent les comptes de la santé en 1999 avec des champs et des concepts proches de ceux de l'Objectif Quantifié National est de +0,4%, variation identique à l'évolution correspondante de l'OQN lui même.

Toutefois il convient de rappeler que les évolutions des comptes de la santé ne sont pas utilisables lorsqu'il s'agit de comparer les prévisions et les objectifs analysés dans les comptes de la sécurité sociale, avec leurs réalisations. On précise également que les comptes

présentés ici sont arrêtés sur la base des informations disponibles au 18 Mai 2000. Ils sont provisoires pour ce qui concerne les évaluation de l'année 1999.

I-2 Les effectifs des établissements hospitaliers publics et privés.

La Statistique annuelle des Etablissements (SAE, enquête effectuée par la DREES) fournit des données sur les effectifs et l'activité des hôpitaux. Mais contrairement aux Comptes de la santé, elle regroupe les établissements par statut juridique. Ainsi, pour les développements suivants, le secteur privé est-il composé des cliniques privées mais aussi des établissements privés PSPH.

Les effectifs des hôpitaux publics (les dernières données disponibles dans l'enquête SAE sont relatives à l'année 1998) enregistrent une croissance sensiblement plus forte des effectifs médicaux, en rupture avec les évolutions des dernières années. Elle est de 1,8% par rapport à 1997 (Tableau VIII).

- Tableau VIII -
Evolution des effectifs médicaux et non-médicaux
dans les établissements publics de santé (en % et en équivalent temps plein).

	1995	1996	1997	1998
Effectifs médicaux*	0,5	0,8	0,1	1,8
Effectifs non médicaux	0,2	0,5	-0,2	0,3

* Y compris internes et attachés.

Cette croissance est pour l'essentiel due à des recrutements de praticiens hospitaliers à temps complet (qui ont augmenté de 2,5% en 1998) décidés pour ajuster la démographie de certaines spécialités (gynécologie, radiologie, psychiatrie, urgences,...). Les personnels médicaux à statut sont donc ceux qui augmentent le plus alors que les internes et faisant fonction d'internes restent globalement stable (+0,1%).

Les effectifs non médicaux évoluent de +0,3% en 1998, rythme similaire à celui des années précédentes. Ce sont les personnels éducatifs et sociaux qui augmentent le plus rapidement en 1998 (+3,3%) tandis que l'on observe une diminution des personnels médico-techniques (-0,4% après une baisse de -1,5% en 1997). Les personnels soignants augmentent de 0,4% et les administratifs de 0,7%.

Les effectifs en équivalent temps plein n'étant pas disponibles pour toutes les catégories de personnel, l'évolution du personnel des établissements de soins privés ne peut être connue par la SAE.

I-2 : L'activité hospitalière.

L'activité du secteur hospitalier, tant public que privé, est connue grâce aux enquêtes SAE jusqu'en 1998 et de conjoncture pour les seuls hôpitaux publics en 1999, toutes deux

conduites à la DREES. L'activité dans les établissements publics est retracée au Tableau IX et dans les établissements privés au Tableau X.

- Tableau IX -
Evolution de l'activité dans les établissements publics.
(taux d'accroissements annuels)

	1995	1996	1997	1998	1999
Total soins de courte durée					
. Entrées					
. Journées	1,6	0,5	1,4	1,2	1,0
. Durée moyenne de séjour	-1,3	-2,3	-1,6	0,3	-0,1
	-2,9	-2,9	-2,9	-0,8	-1,1
Total hospitalisation complète					
. Entrées	1,5	0,7	1,6	1,0	1,2
. Journées	-0,9	-1,4	-0,9	0,1	0,0
. Durée moyenne de séjour	-2,4	-2,1	-2,5	-0,9	-1,2

Source : DREES, SAE, enquête de conjoncture hôpital pour 1999.

Les entrées continuent à croître dans le secteur hospitalier public en 1999, aussi bien en court qu'en moyen séjour. En revanche la durée moyenne de séjour poursuit sa tendance de long terme à la diminution, Les entrées en obstétrique amplifient légèrement l'évolution du nombre de naissances à cause d'un glissement qui se confirme du secteur privé vers l'hôpital public.

Le nombre de journées dans le secteur public hospitalier continue à décroître dans le court séjour alors qu'il stagne dans l'hospitalisation complète. La durée moyenne de séjour diminue depuis de nombreuses années dans toutes les disciplines et reflète le développement des techniques alternatives à l'hospitalisation notamment en chirurgie. Les résultats de 1999 (soit -1,0% par rapport à 1998) n'infirment pas cette tendance à la réduction de la durée moyenne de séjour bien que ce rythme de diminution soit plus proche de celui de 1998 (-0,8%) qui marquait un infléchissement par rapport aux années antérieures qui avaient des rythmes de diminution compris entre -2% et -3% par an.

Un mouvement de réduction tant du nombre d'entrées (-0,6%) que du nombre de journées (-1,8%) s'observe en chirurgie avec le développement des techniques alternatives à la chirurgie (traitements médicamenteux, endoscopie, ultrasons) et du choix du secteur privé par les patients.

Comme pour les années précédentes l'évolution du nombre d'entrées en obstétrique à l'hôpital public (+2,6%) amplifie le nombre de naissances en 1999 (+0,5% par rapport à 1998) confirmant ainsi le glissement du secteur privé vers le secteur public en matière d'accouchements et d'un meilleur suivi des grossesses à risque qui conduit à des hospitalisations plus fréquentes dans ce secteur.

L'augmentation plus importante du nombre d'entrées dans l'hospitalisation complète que dans le court séjour est une des conséquence du développement du long séjour (le nombre de journées réalisées en soins de suite et de réadaptation et soins de longue durée augmente de 0,9% en 1998).

- Tableau X -
Evolution de l'activité dans les établissements privés.
(taux d'accroissements annuels)

	1997	1998
Total soins de courte durée		
-entrées	-0,5	-1,3
-journées	-2,7	-2,0
-durée moyenne de séjour	-2,2	-0,7
Total hospitalisation complète		
-entrées	-0,2	-0,8
-journées	-1,4	-0,9
-durée moyenne de séjour	-1,2	-0,1

Source : DREES, SAE.

Dans le secteur hospitalier privé, le nombre d'entrées et de journées régresse en 1998, résultat cohérent avec les données concernant la production, en légère diminution en volume (-0,2% à champ constant) dans ce secteur. La régression est plus sensible en obstétrique à cause du glissement vers le public alors qu'en chirurgie les entrées se maintiennent, contrairement à l'hôpital public.

Le tableau XI retrace en outre, pour les seuls hôpitaux publics, l'évolution de certaines activités spécifiques.

- Tableau XI -
Evolution de certaines disciplines de prestations dans les établissements publics.
(variations par rapport à 1997)

	1997	1998
Urgences (nombre de passages)	9 932 200	10 420 400 (+4,9%)
Traitement de l'insuffisance rénale		
Nombre de séances dont:	1 258 100	1 262 400 (+0,3%)
-autodialyses	75 000	57 800 (-23,0%)
-hémodialyses à domicile	13 300	9 700 (-26,9%)
Traitement des affections cancéreuses (nombre de traitements et interventions)	905 600	906 900 (+0,1%)
Nombre d'accouchements	404 900	416 300 (+2,8%)
-dont avec césarienne	63 000	66 400 (+5,4%)
Nombre de naissances	411 400	423 600 (+3,0%)
- dont multiples	12 700	13 700 (+7,9%)
Nombre d'IVG	123 400	127 700 (+3,5%)
Actes produits (coefficients en milliers)		
B (examens de laboratoire)	7 862 700	7 183 600 (-8,6%)
Z (radiologie)	608 600	637 100 (+4,7%)
K (chirurgie)	855 400	847 800 (-0,9%)

Source : DREES-SAE

On peut noter la croissance du nombre de personnes admises aux urgences. Il en va de même du nombre d'enfants nés de naissances multiples. Ces dernières sont en partie le résultat de la diffusion des pratiques de procréation médicalement assistée. En 1998, la part des naissances dans le secteur public atteint 57,3% contre 56,6% en 1997. En revanche, la part d'enfants nés de naissances multiples dans le secteur public aura diminué entre 1997 et 1998 pour passer de 65,6% à 64,6%.

La part des cancers pris en charge par le secteur public diminue quant à elle de manière significative pour s'établir à 29,7% en 1998 après 31,9% en 1997.

L'activité des établissements privés, cliniques privées et PSPH, et de certaines activités spécifiques est retracée dans le tableau XII.

- Tableau XII -
Evolution de certaines disciplines de prestations dans les établissements privés.

	1997	1998
Urgences (nombre de passages)	872 900	945 700 (+8,3%)
Traitement de l'insuffisance rénale		
Nombre de séances dont:	2 103 500	2 238 200 (+6,4%)
-autodialyses	720 000	818 900 (+13,7%)
-hémodialyses à domicile	143 100	134 100 (-6,3%)
Traitement des affections Cancéreuses (nombre de traitements et interventions)	1 928 600	2 142 200 (+11,1%)
Nombre d'accouchements	312 200	310 900 (-0,4%)
-dont avec césarienne	53 100	53 600 (+1,0%)
Nombre de naissances	315 800	315 000 (-0,2%)
- dont multiples	6 700	7 500 (+13,0%)
Nombre d'IVG	6 8000	71 200 (+4,7%)

Source :DRESS-SAE.

Les données de ce tableau montrent que les établissements privés ont profité d'un glissement en provenance des établissements publics en 1998 dans les urgences, les séances de dialyse et le traitement des cancers. D'autre part les données sur les naissances montrent un mouvement vers les établissements privés pour ce qui concerne les enfants nés de naissances multiples qui étaient traditionnellement effectuées plutôt à l'hôpital public en raison de la proximité des services de néonatalogie.,

I-4 : Les sections médicalisées.

Les soins aux personnes âgées dépendantes peuvent être assurés soit par des proches, soit par du personnel infirmier à domicile (dans la cadre des services de soins infirmiers à domicile ou SSIAD), soit dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées, Dénommées « sections médicalisées », ces institutions regroupent :

- des hospices, essentiellement publics ;
- des maisons de retraites ;
- des logements-foyers.

Au sein de ces institutions sont dispensés des soins qui sont remboursés par les régimes sociaux sur la base de l'intensité des soins dispensés, soins courants ou soins de cure médicale. La répartition entre les deux types de soins peut être mesurée par le nombre de lits dans chaque catégorie comme le montre le Tableau XIII.

- Tableau XIII -
Nombre de lits en sections médicalisées.

	1997	1998	1999
Lits de soins courants (évolutions en %)	224100	225300 (0,5)	221500 (-1,7)
Lits de cure médicale (évolutions en %)	143800	149200 (3,8)	151200 (1,3)
Total (évolutions en %)	368000	374500 (1,8)	372700 (-1,5)

Source : Division des études de la CnamTS et Commission Nationale de répartition de la Caisse Nationale d'assurance maladie.

Le nombre d'établissements médicalisés est en augmentation constante : 3581 en 1990, 4804 en 1999. Cette augmentation s'est faite au détriment des hospices alors que les logements-foyers mais plus encore les maisons de retraite accroissaient leur part respective dans la prise en charge médicalisée (Tableau XIV).

- Tableau XIV -
Structure et nombre des établissements médicalisés.

	1997	1998	1999
-Hospices	3,6	1,6	0,9
-Maisons de retraite	78,0	79,2	80,2
-Logements-foyers	18,4	19,2	18,9
Total	100	100	100
Nombre d'établissements	4454	4709	4804

Source : Division des études de la CnamTS et Commission Nationale de répartition de la Caisse Nationale d'assurance maladie.

En 1999, 11,3 milliards de francs (en augmentation de 5,8% sur 1998) ont été consacrés aux soins en sections médicalisées (Tableau XV).

- Tableau XV -
Evolution des soins en sections médicalisées.
(en millions de Francs)

	1997	1998	1999
1. Etablissements Publics (évolutions en %)	7387	7661 (3,7)	8037 (4,9)
2. Etablissements Privés (évolutions en %)	2672	2978 (11,5)	3224 (8,3)
Total (évolutions en %)	10059	10639 (5,8)	11261 (5,8)

Source : Division des études de la CnamTS et Commission Nationale de répartition de la Caisse Nationale d'assurance maladie.

Ce montant, en augmentation rapide depuis plusieurs années (il a plus que doublé depuis 1990), est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de personnes âgées affectées de dépendances plus ou moins prononcées. Malgré la croissance plus rapide du secteur privé, les sections médicalisées publiques restent largement majoritaires.

Les SSIAD, alternative à l'hébergement en institution, ont bénéficié en 1999 à 62984 personnes (+4,7% par rapport à 1998). Les soins dispensés à cette occasion par du personnel médical et paramédical libéral sont retracés dans le secteur ambulatoire alors que ceux dispensés à l'hôpital le sont dans les comptes de l'hôpital.

II : La consommation de soins ambulatoires.

Elle comprend les soins de médecins, de dentistes, d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes), les analyses médicales et les cures thermales.

Cette consommation s'est élevée à 199,3 milliards de francs en 1999, soit une augmentation de 2,6% sur 1998, contre 3,8% en 1998 (Tableau XVI). Elle est de 3300 francs par habitant (en progression de 2,1%).

**- Tableau XVI -
Evolution des soins ambulatoires.**

	Accroissements en valeur				Accroissements en volume			
	90-95	1997	1998	1999	90-95	1997	1998	1999
Total des soins ambulatoires	4,5	1,5	3,8	2,6	2,7	0,9	3,2	2,1

II-1 : Les soins de médecins.

La consommation de soins de médecins a été de 95,8 milliards de francs en 1999, en hausse de 2,5% sur 1998, soit une dépense moyenne par habitant de 1600 francs. En volume la hausse a été de 1,9% en 1999 contre 2,6% en 1998 (Tableau XVII).

- Tableau XVII -
Evolution de la consommation de soins de médecins.
(taux de croissance annuels moyens)

	90-95	1997	1998	1999
Valeur	5,2	2,3	3,7	2,5
Prix	2,5	0,5	1,0	0,6
Volume	2,6	1,7	2,6	1,9

Les tarifs des médecins n'ont pas été revalorisés pour les médecins généralistes⁴. En revanche, les radiologues ont bénéficié d'une hausse du tarif de la lettre Z1 qui passe de 9,47 à 10,6 francs.

Les honoraires moyens perçus par chaque médecin (les dernières données disponibles relatives à 1998) ont néanmoins augmenté en 1998 de 4,2% pour les omnipraticiens et de 3,7% pour les spécialistes (Tableau XVIII). Il faut toutefois souligner que l'évolution des revenus moyens n'est pas identique à celle des honoraires desquels il convient de retirer les charges.

- Tableau XVIII -
Honoraires moyens des médecins APE*.
(en milliers de Francs par an)

	1990	1995	1996	1997	1998
OMNIPRATICIENS	508,8	606,1	620,2	620,0	645,9
(évolution en %)			(2,3%)	(0,0%)	(4,2%)
SPECIALISTES	894,3	1036	1068,1	1090,8	1131,4
(évolution en %)			(3,1%)	(2,1%)	(3,7%)

Source : CnamTs : SNIR France Métropolitaine, Calculs DREES.

*Activité à part entière c'est à dire ayant exercé à temps plein une activité libérale toute l'année.

La part des dépassements dans les honoraires totaux des médecins (Tableau XIX), après avoir diminuée jusqu'en 1995, augmente depuis cette date.

- Tableau XIX -
Dépassements par médecins.
(en milliers de Francs par an)

	1990	1995	1996	1997	1998
Dépassement par médecin	179,9	230,7	245,0	260,4	277,7
(évolution en %)			(6,2)	(6,3)	(6,6)

⁴ En revanche, il y a un effet report de 1998 sur 1999 dû à la revalorisation de 5 francs de la lettre C et qui est de l'ordre de 1%.

Source : SNIR, calculs DREES,

En 1999, parmi les omnipraticiens, 14,5% sont en secteur 2 ou en D,P,(dépassement permanent); cette proportion atteint 37,6% chez les spécialistes (Tableau XX). Au total 28827 médecins pratiquent des dépassements, La proportion de médecins sous ce régime reste sensiblement constante mais avec une tendance de moyen terme qui se déplace des omnipraticiens vers les spécialistes.

- Tableau XX -
Effectifs de médecins par mode conventionnel.
(taux de croissance annuel en %)

	1997	1998	1999
OMNIPRATICIENS	60 497	60 514	60 580
		(0,0)	(0,1)
Secteur 1	50 531	50 897	51 209
		(0,7)	(0,6)
Secteur 2	9 365	9 026	8 738
		(-3,6)	(-3,2)
DP	129	96	67
		(-25,6)	(-30,2)
Non conventionnés	472	495	566
		(4,9)	(14,3)
SPECIALISTES	53 034	52 969	53 222
		(-0,1)	(0,5)
Secteur 1	32 802	32 910	33 124
		(0,3)	(0,7)
Secteur 2	18 234	18 360	18 619
		(0,7)	(1,4)
DP	1 925	1 629	1 403
		(-15,4)	(-13,9)
Non conventionnés	73	70	76
		(-4,1)	(8,6)
TOTAL DES MEDECINS	113 531	113 483	113 802
		(0,0)	(0,3)

Source : CnamTs-SNIR France Métropolitaine.

La part des omnipraticiens dans le total des effectifs médicaux recensés par le SNIR reste stable : 53,2%. En secteur 1 le nombre d'omnipraticiens et de spécialistes a augmenté respectivement de 0,6 et 0,7% en 1999. En secteur 2, les effectifs d'omnipraticiens diminuent de -3,2%, alors que ceux des spécialistes progressent de 1,4%.

Les effectifs de médecins, tels qu'ils sont retracés par le SNIR, progressent légèrement en 1999 (+0,3% contre 0% en 1998). L'effet des mesures d'incitation à la cessation d'activité (dispositif MICA) semble plus faible qu'en 1998 avec 0,2% de sorties supplémentaires en 1999 par rapport aux sorties « spontanées » contre 0,5% en 1998.

II-2 : Les soins de dentistes.

Le montant de la consommation de soins dentaires s'élève à 41,4 milliards de francs en 1999 (+0,4%) correspondant à une dépense moyenne de 700 francs par habitant, inchangée par

rapport à 1998. La croissance en volume a été de 0,7% en 1999 (Tableau XXI) et il n'y a pas eu de revalorisation tarifaire des actes des chirurgiens dentistes.

- Tableau XXI -
Evolution de la consommation de soins dentaires.
(taux de croissance annuels moyens)

	90-95	1997	1998	1999
Valeur	3,6	1,9	2,4	0,4
Prix	1,3	0,9	-0,1	-0,3
Volume	2,3	0,9	2,5	0,7

Les honoraires moyens ont été en augmentation de 2,3% en 1998 (dernière donnée disponible), progression qui reprend après le tassement observé en 1997 (Tableau XXII).

- Tableau XXII -
Honoraires moyens des dentistes APE*.
(en milliers de Francs par an)

	1990	1995	1996	1997	1998
Honoraires Moyens (évolution en %)	807,5	922,1	964,9 (4,6)	973,3 (0,9)	995,3 (2,3)

Source : CnamTs : SNIR-France métropolitaine, Calculs DREES.

*Activité à part entière.

La part des dépassements dans les honoraires totaux qui était en forte et régulière progression depuis le début de la décennie quatre vingt dix a subitement diminué en 1998 (Tableau XXIII).

- Tableau XXIII -
Part des dépassements dans les honoraires dentaires.
(en millions de Francs par an)

	1990	1995	1996	1997	1998
Honoraires totaux (évolutions en %)	28232	33194	34810 (4,9)	35165 (1,0)	36008 (2,4)
Dépassements (évolutions en %)	11806	15391	16285 (5,8)	16579 (1,8)	16624 (0,3)
Part des					

dépassements (en %)	41,8	46,4	46,8	47,1	46,2
---------------------	------	------	------	------	------

Source : CnamTs, SNIR France métropolitaine, Calculs DREES.

Les effectifs de chirurgiens dentistes libéraux recensés par la CNAMts, continuent à évoluer à un taux très faible, Le flux d'entrée dans la profession est très nettement contrôlé (Tableau XXIV).

**- Tableau XXIV -
Effectifs des chirurgiens dentistes libéraux.
(évolutions en %)**

	1997	1998	1999
Conventionnés	36215 (0,2)	36271 (0,2)	Nd,
DP	556 (-6,9)	535 (-3,8)	Nd,
Non Conventionnés	122 (-6,9)	122 (0,0)	Nd
Total	36893 (0,1)	36928 (0,1)	36961 (0,1)

Source : CnamTs-SNIR France Métropolitaine.

II-3 : Les prescriptions.

a) Les auxiliaires médicaux

La consommation de soins d'auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes) s'est élevée à 39,2 milliards de francs en 1999, en augmentation de 4,5% sur 1998, soit une dépense moyenne par habitant de 650 francs. La hausse en volume est de 2,9% (Tableau XXV).

- Tableau XXV -
Evolution de la consommation de soins d'auxiliaires médicaux (en %).

	90-95	1997	1998	1999	Montants 1999 (en millions de francs)
Infirmiers					
. Valeur	6,8	-0,1	3,8	5,0	20 003
. Prix	1,3	0,0	0,0	0,8	
. Volume	5,4	-0,1	3,8	4,2	
Kinésithérapeutes					
. Valeur	4,7	-2,1	6,9	3,4	16 051
. Prix	1,7	1,5	0,4	2,2	
. Volume	2,9	-3,5	6,5	1,2	
Autres*					
. Valeur	8,2	2,1	4,4	6,7	3 160
. Prix	1,0	0,1	0,5	2,3	
. Volume	7,1	2,0	3,9	4,3	
Ensemble					
. Valeur	6,0	-0,8	5,1	4,5	39 214
. Prix	1,4	1,0	0,5	1,5	
. Volume	4,5	-1,8	4,6	3,0	

* Orthophonistes et orthoptistes.

Dans leur ensemble, les effectifs d'auxiliaires médicaux recensés par la CNAMts augmentent à un rythme plus soutenu que le reste des professions de santé (Tableau XXVI).

**- Tableau XXVI -
Evolution du nombre d'auxiliaires médicaux.**

	1997	1998	1999
Infirmiers (évolutions en %)	45732 (1,5)	46570 (1,8)	47676 (2,4)
Kinésithérapeutes (évolutions en %)	35571 (2,0)	36434 (2,4)	37284 (2,3)
Orthophonistes (évolutions en %)	9216 (5,9)	9560 (3,7)	9901 (3,6)
Orthoptistes (évolutions en %)	1297 (2,1)	1337 (2,3)	1375 (2,8)
Ensemble (évolutions en %)	91816 (2,1)	93901 (2,3)	96236 (2,5)

Source : SNIR, France Métropolitaine.

- Les soins infirmiers.

Les soins infirmiers enregistrés dans les comptes de la santé intègrent les services de soins à domicile (SSIAD) et s'élèvent à 20,0 milliards de francs (Tableau XXV), en augmentation de 5,0% sur 1998. L'augmentation en volume est de 4,2%. Une part croissante de ces soins concerne l'activité des SSIAD, qui reflète l'augmentation rapide du nombre de personnes âgées dépendantes à domicile.

En 1999, les tarifs d'honoraires des infirmiers ont été revalorisés par deux fois. La lettre clef AMI est passée de 16,50F, à 17,30F en juillet, puis à 17,50F au 1^{er} novembre. Une actualisation des nomenclatures a permis une meilleure prise en charge des pathologies lourdes.

Les effectifs d'infirmiers recensés par la CNAM-Ts sont en accroissement de 2,4% en 1999 (Tableau XXVI). Depuis 1996, leur augmentation est de plus en plus prononcée.

- Les soins des masseurs-kinésithérapeutes.

Ils se montent à 16,0 milliards de francs en 1999 et progressent de 3,4% sur 1998 en valeur et de 1,2% en volume (Tableau XXV).

En octobre 1999, les tarifs des masseurs-kinésithérapeutes ont été revalorisés, La lettre clef AMK est passée de 13,30F à 13,40F.

Comme pour les autres auxiliaires médicaux, leurs effectifs augmentent à un rythme plus soutenu (Tableau XXVI) que celui des autres professions médicales.

- Les soins d'orthophonistes et d'orthoptistes.

Cette catégorie de soins augmente de 6,7% en 1999 en valeur et de 4,3% en volume (Tableau XXV). Les tarifs d'honoraires des orthophonistes sont restés inchangés en 1999, alors que ceux des orthoptistes sont passés de 15F à 15,20F en juillet.

La croissance des effectifs d'orthophonistes et d'orthoptistes est la plus forte parmi celles des auxiliaires médicaux (Tableau XXVI).

b) Les laboratoires d'analyse.

En 1999, la consommation d'analyses et de prélèvements en laboratoire est de 17,0 milliards de francs, en augmentation de 3,6% par rapport à 1998 (Tableau XXVII).

- Tableau XXVII -
Evolution de la consommation d'analyses de laboratoire (en %).

	90-95	1997	1998	1999
Valeur	1,4	1,9	5,2	3,6
Prix	0,4	0,1	0,0	-0,8
Volume	1,0	1,8	5,2	4,4

Les prix baissent légèrement (de 0,8%), Le tarif de l'acte classé B a été ramené de 1,80F à 1,76F et les cotations de certains actes ont été diminuées le 1^{er} juillet. Compte tenu de ces baisse de prix, la variation du volume de la consommation est, en 1999, de 4,4%.

Depuis 1997 on observe une diminution du nombre des laboratoires, dont le nombre reste toutefois supérieur à ce qu'il était en 1990 (Tableau XXVIII).

- Tableau XXVIII -
Evolution du nombre de laboratoires.

	1990	1997	1998	1999
Nombre	3905	4131	4132	4110
(évolution en %)		(-0,8)	(0,0)	(-0,5)

Source : SNIR France métropolitaine.

c) Les cures thermales.

La consommation de cures thermales est de 5,8 milliards de francs, en augmentation de 5,8% par rapport à 1998 (Tableau XXIX). Ce poste regroupe les forfaits soins (2,0 milliards) et l'hébergement (3,8 milliards). L'année 1999 marque la troisième et dernière étape de l'harmonisation prévue par la convention du 5 mars 1997. Désormais les prix et le nombre de séances pour les différents soins sont identiques, selon l'orientation thérapeutique, dans toutes les stations thermales. La reprise de l'activité des stations thermales, amorcée en 1997, se poursuit.

- Tableau XXIX -
Evolution de la consommation de cures thermales (en %).

	90-95	1997	1998	1999
Valeur	1,4	1,4	2,9	5,8
Prix	2,4	0,9	1,2	1,7
Volume	-1,0	0,5	1,7	4,0

III : Les transports sanitaires.

En 1999, la consommation de transports sanitaires est de 11,3 milliards de francs, soit une croissance de 9,0% contre 9,1% en 1998 (Tableau XXX).

L'annexe tarifaire fixant les majorations pour les ambulances et pour les VSL n'a pas été renouvelée en 1999, en conséquence les tarifs sont restés inchangés.

- Tableau XXX -
Evolution de la consommation de transports de malades (en %).

	90-95	1997	1998	1999
Valeur	6,7	0,7	9,1	9,0
Prix	2,2	2,3	0,8	2,9
Volume	4,4	-1,6	8,2	5,9

IV : Les médicaments.

En 1999, la consommation de médicaments a atteint 150,0 milliards de francs, soit une progression de 6,0% identique à celle de 1998 (Tableau XXXI). Par habitant, elle se situe en moyenne à 2500 francs (+5,6% par rapport à 1998).

Les prix ayant légèrement diminué (-0,2%), l'augmentation en volume est de 6,2% contre 6,0 en 1998 (-0,2 point).

- Tableau XXXI -
Evolution de la consommation de médicaments (en %).

	90-95	1997	1998	1999
Valeur	6,1	3,3	6,0	6,0
Prix	0,6	0,1	0,0	-0,2
Volume	5,5	3,2	6,0	6,2

L'Insee publie séparément l'indice des prix des spécialités remboursables et celui des spécialités non remboursables, en moyenne annuelle, et base 100 en 1990. L'analyse du prix des médicaments à partir des indices de prix des spécialités remboursables et non remboursables fait ressortir nettement (Tableau XXXII) que ce sont les médicaments remboursables, dont les prix sont administrés, qui ont été à l'origine de l'évolution globale des prix très modérée.

- Tableau XXXII -
Indice des prix des spécialités pharmaceutiques (base 100=1990).

	1997	1998	1999
-Spécialités remboursables (évolution en %)	99,2 (-0,1)	99,1 (-0,1)	98,6 (-0,5)
-Spécialités non remboursables (évolution en %)	152,9 (+2,5)	156,3 (+2,2)	160,1 (+2,4)
Ensemble (évolution en %)	102,8 (+0,1)	102,8 (0,0)	102,6 (-0,2)

Source : INSEE.

Le Comité Economique du Médicament a signé, en Août 1999, avec la quasi totalité des laboratoires pharmaceutiques une convention portant notamment sur l'évolution de leurs ventes dans les différentes classes thérapeutiques. Tout dépassement des évolutions ainsi négociées conduirait à une « remise ». L'ensemble de celles-ci, comptabilisées pour l'année 1999, est de 838 millions de francs. Cette somme devait être versée à l'ACOSS le 30 avril 2000 au plus tard. En ce qui concerne les prix, le Comité Economique du Médicament et l'ensemble des laboratoires pharmaceutiques se sont accordés sur des baisses de prix. Ces baisses ont représenté, en année pleine pour 1999, un impact d' environ 200 millions de francs,

L'année 1998 a connu le premier véritable essor des médicaments génériques qui représentaient à cette date 1,8% du marché total des médicaments remboursables (3,2% du volume). L'année 1999 confirme cette progression : les médicaments génériques représentent 2% des ventes de médicaments (princeps et génériques), soit 4% du volume total.

Les médicaments génériques sont en moyenne 30% moins chers que les médicaments princeps. Un protocole du 28 avril 1999 entre l'Etat et les syndicats de pharmaciens d'officine entend accélérer la substitution des premiers aux seconds.

V : Les autres biens médicaux.

Leur consommation totale est de 37,9 milliards de francs en 1999, soit 18,5 milliards de francs pour l'optique, 10,0 milliards de francs pour les prothèses, orthèses et véhicules pour handicapés physiques (VPH) et enfin 9,4 milliards de francs de petits matériels et pansements (Tableau XXXIII).

La consommation des « autres biens médicaux » a progressé de 12,3% en 1999 contre 8,3% en 1998.

- Tableau XXXIII
Evolution de la consommation des autres biens médicaux (en %).

	90-95	1997	1998	1999
Optique				
. Valeur	7,5	0,5	3,5	4,8
. Prix	3,7	-0,3	0,9	1,5
. Volume	3,7	0,8	2,6	3,2
Prothèses, orthèses, V,H,P*				
. Valeur	7,3	-6,8	3,4	6,0
. Prix	1,6	0,7	0,4	0,0
. Volume	5,6	-7,4	3,0	6,0
Petits matériels et pansements				
. Valeur	23,5	38,5	34,4	41,5
. Prix	1,8	0,8	0,5	0,2
. Volume	21,3	37,4	33,7	41,2

* Véhicules pour handicapés physiques.

Optique

Le taux de croissance de la consommation d'optique a régulièrement décliné depuis le début de l'actuelle décennie. En 1998, la tendance s'inverse(+3,5%), Cette inflexion se poursuit et s'accélère en 1999 : +4,8%.

Prothèses, orthèses, VHP

La consommation de prothèses (au sens large incluant les orthèses et les VHP) a, elle aussi, un taux de croissance qui faiblit au début des années quatre-vingt-dix. L'année 1998 marque un renversement (+3,4 %) qui s'accélère en 1999(+6,0). Dans le même temps, la progression des prix décline pour atteindre la stabilité en 1999.

Petits matériels et pansements

Ce poste est d'une grande hétérogénéité. Il comprend 6245 lignes de nomenclature. De tous les soins et biens médicaux, ce sont les dépenses d'articles et pansements qui connaissent la plus forte progression : depuis 1990, leur valeur a été multipliée par plus de dix. De 1996 à 1999, le taux de progression se situe autour de 35 % par an. En 1999, la croissance atteint 41,5%.

Les variations de prix sont par comparaison très modérées. Tous les articles concernés sont en effet inscrits au TIPS (Tarif interministériel des prestations sanitaires) et n'ont, pour l'essentiel d'entre eux, pas été relevés au cours de la période.

Ce développement peut être relié à différents facteurs. De nouveaux produits ou traitements permettent l'évolution des protocoles de soins et induisent un accroissement de la consommation.

La conjonction du vieillissement de la population et la volonté de garder les personnes âgées à domicile génère aussi une forte croissance de ce poste. En 1999 un facteur technique est venu s'ajouter : le transfert, des cliniques vers le TIPS, de 600 millions de francs de dépenses liées à l'ANTADIR (assistance respiratoire). A champs constant la hausse serait de 32,2% au lieu de 41,5%.

VI : La consommation de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique.

La consommation de services de médecine préventive et d'autres services de santé publique est de 17,2 milliards de francs en 1999 (Tableau XXXIV). Le taux d'augmentation (4,9% par rapport à 1998) est supérieur de 1 point à la tendance des trois dernières années. Il convient néanmoins de souligner que les délais de disponibilité de certaines informations font de ces données des informations très provisoires.

En outre, seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables, ce qui minore l'importance réelle des dépenses de prévention. On ne prend en effet pas en compte l'activité médicale qui a un caractère préventif non isolable et qui est incluse dans la consommation de soins et de biens médicaux.

- Tableau XXXIV -
Consommation de services de médecine préventive.

	1990-1996	1997	1998	1999	Montants 1999 (millions de Francs)
1. Médecine préventive et dépistages	4,6	3,8	3,3	3,8	15441
. Médecine du travail	4,5	4,6	3,8	4,3	7493
. Médecine scolaire	5,4	2,6	3,7	4,6	2629
. PMI et planning familial	5,3	2,8	3,5	3,0	2846
. Prophylaxie, dépistages, examens	3,2	4,2	1,2	2,6	2473
2. Programmes spécifiques de santé publique :	9,9	7,2	-1,8	15,5	1736
Total	5,0	4,1	2,8	4,9	17177

LA DEPENSE COURANTE DE SANTE

La dépense courante de santé par opération de financement

La dépense courante de santé reprend l'ensemble des versements intervenus durant une année au titre de la santé (dépenses en capital exclues).

Elle regroupe :

- la consommation médicale totale,
- les dépenses d'aide aux malades (indemnités journalières),
- les dépenses de subventions au système de soins (prise en charge des cotisations sociales des médecins du Secteur I et des autres praticiens conventionnés),
- les missions de santé publique à caractère général,
- la recherche médicale et pharmaceutique,
- la formation des professionnels de la santé,
- les dépenses de gestion générale de la santé (fonctionnement du Ministère de la santé, gestion des prestations de soins par les mutuelles et les administrations privées intervenant dans le domaine de la santé).

En 1999, le montant de la dépense courante de santé s'élève à 871,4 milliards de francs.

**- Tableau XXXV -
Dépense courante de santé en 1999.**

	Montants en millions de francs	Structure (en %)
Dépenses pour les malades	81 5791	93,6
. soins et biens médicaux*	756 258	86,8
. aides aux malades	49134	5,6
. subventions au système de soin	10 399	1,2
Dépenses de prévention	20 914	2,4
Dépenses en faveur du système de soins	39 215	4,5
. recherche	34 674	4,0
. formation	4 541	0,5
Dépenses de gestion générale	15 035	1,7
Double compte**	-19 550	-2,2
Dépense courante de santé	87 1405	100

* la différence entre cette évaluation et celle du tableau No I concerne l'hôpital public. Le tableau I évalue la consommation de soins alors que le tableau ci dessus retrace l'ensemble des financements.

** dépenses de recherche pharmaceutique financées en partie par la vente des médicaments et par les dépenses de recherche clinique des hôpitaux financées par la dotation globale.

Le tableau XXXVI présente l'évolution et la structure de la dépense courante de santé depuis 1997.

**- Tableau XXXVI -
Evolution et structure de la dépense courante de santé**

	Evolution annuelle (en %)			Structure (en %)		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Dépenses pour les malades						
soins et biens médicaux	1,7	3,6	3,3	93,8	93,8	93,6
	1,8	3,4	3,5	87,3	87,1	86,8
Dépenses de prévention	4,3	3,5	4,2	2,4	2,4	2,4
Dépenses en faveur du système de soins						
recherche	2,0	4,7	8,7	4,2	4,3	4,5
	1,9	4,2	9,8	3,7	3,7	4,0
Dépenses de gestion générale	4,0	4,9	4,9	1,7	1,7	1,7
Double compte	(-)	(-)	(-)	-2,2	-2,2	-2,2
Dépense courante de santé	1,8	3,7	3,5	100	100	100

DEUXIEME PARTIE

LE FINANCEMENT DE LA DEPENSE DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX

L'analyse du financement de cette partie de la dépense de santé, qui est celle réalisée au profit des producteurs de soins⁵ et des distributeurs de biens médicaux⁶ se fonde sur l'évolution des dépenses consenties par l'assurance maladie, l'Etat et les collectivités locales, les mutuelles, institutions de prévoyance et sociétés d'assurance ainsi que par les ménages.

Dans cette approche, les taux de couverture des dépenses par la sécurité sociale se mesure par le rapport entre les remboursements des régimes sociaux et l'ensemble de la dépense de soins et de biens médicaux (remboursable et non remboursable).

I : Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux.

**- Tableau XXXVII -
Structure de financement de la dépense courante
de soins et de biens médicaux.**

	1990	1997	1998	1999
Sécurité sociale	76,0	75,5	75,6	75,7
Etat et collectivités locales	1,1	1,1	1,1	1,0
Mutuelles	6,1	7,1	7,2	7,2
Sociétés d'assurance		3,0	2,9	2,9
Institutions de prévoyance		1,9	2,0	2,1
Ménages	} 16,8	11,4	11,2	11,1
Total	100	100	100	100

Globalement, la part de la sécurité sociale dans la couverture de l'ensemble des dépenses de soins et de biens médicaux diminue d'un demi point entre 1990 et 1997 et remonte depuis. Les comptes de l'année 1999 confirme la poursuite des tendances, caractérisées par la diminution de la part du financement laissé aux ménages alors que les institutions de prévoyance voient leur contribution s'accroître depuis 1995 et que celle des mutuelles est stable.

⁵ Hôpitaux, cabinets libéraux, laboratoires d'analyses

⁶ Officines pharmaceutiques et autres distributeurs de biens médicaux

II : Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées.

- Tableau XXXVIII -

Structure de financement de l'hôpital et des sections médicalisées.

	1990	1997	1998	1999
Sécurité sociale	89,7	89,7	89,9	90,2
Etat et collectivités locales	1,3	1,1	1,1	1,1
Mutuelles	1,8	2,2	2,2	2,3
Sociétés d'assurance		0,7	0,8	0,8
Institutions de prévoyance		0,5	0,6	0,7
Ménages	} 7,2	5,8	5,4	4,9
Total	100	100	100	100

La part de la sécurité sociale dans le financement du secteur hospitalier est la plus élevée de tous les postes de dépenses de soins et biens médicaux.

Elle est restée stable entre 1990 et 1997, la hausse du forfait journalier intervenue en janvier 1996 annulant la croissance du début de la période. L'évolution d'un demi point depuis 1997 s'explique par le gel de la valeur du forfait journalier.

La hausse du forfait en 1996 a provoqué une augmentation de la couverture complémentaire, dont la part dans le financement des soins hospitaliers passe de 3,1% à 3,8% entre 1995 et 1999.

Dans le même temps la participation directe des ménages à la prise en charge des soins a diminué de près d'un point.

III : Les prestataires de soins ambulatoires.

- Tableau XXXIX -

Structure de financement des prestataires de soins ambulatoires (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux, laboratoires et cures thermales).

	1990	1997	1998	1999
Sécurité sociale	66,5	65,4	65,6	65,8
Etat et collectivités locales	0,8	1,2	1,1	1,1
Mutuelles	10,0	11,9	12,1	12,2
Sociétés d'assurance		5,6	5,5	5,3
Institutions de prévoyance	} 22,7	3,5	3,6	3,8
Ménages		12,4	12,1	11,8
Total	100	100	100	100

La part versée par la sécurité sociale enregistre un accroissement de 0,4 point entre 1997 et 1999. Cette évolution s'explique par un glissement des prestations avec ticket modérateur vers les prestations sans ticket modérateur pour ce qui concerne les soins de médecins et les analyses. La légère augmentation du taux de dépassement pratiqué par les médecins depuis 1995 a pu atténuer les effets de ce phénomène.

Au cours de cette même période, la protection complémentaire fournie par les mutuelles, les sociétés d'assurances et les institutions de prévoyance participe à la couverture des dépenses de manière croissante. Toutefois, depuis 1995 la part des institutions de prévoyance progresse de 1 point alors que celle des sociétés d'assurances régresse de 0,6 point.

IV, Structure de financement des distributeurs de biens médicaux (médicaments, optique, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés, petits matériels et pansements).

**- Tableau XL -
Structure de financement des biens médicaux.**

	1990	1997	1998	1999
Sécurité sociale	55,9	56,0	56,4	57,6
Etat et collectivités locales	0,8	1,1	1,1	1,0
Mutuelles	11,6	12,4	12,3	11,8
Sociétés d'assurance	} 31,7	4,8	4,7	4,4
Institutions de prévoyance		3,1	3,0	2,9
Ménages		22,6	22,5	22,3
Total	100	100	100	100

Entre 1990 et 1999 le taux de remboursement par la sécurité sociale augmente de 1,7 point.

Cette évolution s'explique notamment par un glissement de la consommation vers les médicaments les mieux remboursés, auquel s'ajoute en 1997 et 1998 un accroissement du poids relatif des remboursements à 100 % lié, en particulier, à la sortie de la réserve hospitalière et à la commercialisation en médecine de ville des médicaments anti-rétroviraux.

ANNEXES

- ANNEXE I -

**LA DEPENSE NATIONALE DE SANTE
DANS LES PAYS DE L'OCDE.**

Part dans le PIB (en %)

	1990	1995	1996	1997
Allemagne	8,7	10,4	10,8	10,7
Australie	8,2	8,4	8,6	8,4
Autriche	7,2	8,0	8,0	8,3
Belgique	7,5	7,9	7,8	7,6
Canada	9,2	9,4	9,3	9,2
Corée	5,2	5,4	5,9	6,0
Danemark	8,3	8,1	8,1	8,0
Espagne	6,9	7,3	7,4	7,4
Etats-Unis	12,6	14,1	14,1	13,9
Finlande	8,0	7,7	7,8	7,4
France	8,7	9,6	9,6	9,5
Grèce	7,6	8,4	8,4	8,6
Hongrie	6,1	7,0	6,6	6,5
Irlande	6,7	7,0	6,4	6,3
Islande	7,9	8,2	8,2	7,9
Italie	8,1	7,7	7,8	7,6
Japon	6,1	7,2	7,1	7,2
Luxembourg	6,6	6,7	6,8	7,0
Mexique	3,6	4,9	4,6	4,7
Norvège	7,8	8,0	7,8	7,5
Nouvelle Zélande	7,0	7,3	7,3	7,6
Pays Bas	8,3	8,8	8,7	8,5
Pologne	4,4	4,5	4,9	5,2
Portugal	6,4	7,8	7,9	7,9
Royaume Uni	6,0	6,9	6,9	6,8
Suède	8,8	8,5	8,6	8,6
Suisse	8,3	9,6	10,1	10,0
Tchèque (Répub.)	5,4	7,5	7,2	7,2
Turquie	3,6	3,3	3,8	4,0
Moyenne OCDE	9,0	10,0	10,0	9,9
Moyenne Union Européenne	8,0	8,7	8,8	8,7

Source : Secrétariat de l'OCDE

La dépense nationale de santé est égale à la dépense courante de santé hors indemnités journalières et dépenses de formation, à laquelle on ajoute la formation brute de capital fixe des hôpitaux publics.

En 1998 et 1999, ce ratio est stable pour la France à 9,5 %.

Annexe II
Les comptes du secteur public hospitalier
de 1990 à 1999.

Les comptes du secteur public hospitalier sont établis chaque année.

Ces comptes sont cohérents avec les agrégats des comptes de la santé :

- la consommation médicale totale ;
- la dépense courante de santé.

Ils sont intégrés dans les Comptes Nationaux présentés en mai ou juin à la Commission des Comptes de la Nation.

Les comptes de 1990 à 1997 sont des comptes définitifs.

Les comptes des années 1998 et 1999 seront corrigés au cours des deux années qui viennent, au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données statistiques.

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
Consommation intermédiaire	53 259	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	187 777 19 720
Valeur ajoutée brute	159 673	Ventes	25 155
TOTAL EMPLOIS	212 932	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	212 932
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	104 690		
. charges sociales	35 685		
. impôts sur la production	11 217		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	8 081		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
Transferts courants divers	4 578	Dotation aux amortissements (immobilisations)	8 081
Intérêts versés	4 044	Dotation globale	178 263
Primes d'assurance-dommages	572	Transferts courants divers	220
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	168 057	Conventions internationales	945
Solde : Epargne	10 428	Intérêts reçus	170
TOTAL EMPLOIS	187 679	TOTAL RESSOURCES	187 679

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1990	RESSOURCES	1990
Formation brute de capital fixe	14 154	Epargne (reprise du solde précédent)	10 428
		Aides à l'investissement	1 594
Solde :	-2 132		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	12 022	TOTAL RESSOURCES	12 022

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
Consommation intermédiaire	56 604	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	198 512 20 418
Valeur ajoutée brute	168 736	Ventes	26 828
TOTAL EMPLOIS	225 340	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	225 340
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	110 238		
. charges sociales	37 555		
. impôts sur la production	11 931		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	9 012		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
Transferts courants divers	4 807	Dotation aux amortissements (immobilisations)	9 012
Intérêts versés	4 460	Dotation globale	187 533
Primes d'assurance-dommages	595	Transferts courants divers	230
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	178 094	Conventions internationales	999
Solde : Epargne	9 993	Intérêts reçus	175
TOTAL EMPLOIS	197 949	TOTAL RESSOURCES	197 949

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1991	RESSOURCES	1991
Formation brute de capital fixe	16 125	Epargne (reprise du solde précédent)	9 993
		Aides à l'investissement	1 804
Solde :	-4 328		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	11 797	TOTAL RESSOURCES	11 797

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
Consommation intermédiaire	58 845	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	211 880 21 445
Valeur ajoutée brute	181 513	Ventes	28 478
TOTAL : EMPLOIS	240 358	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	240 358
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	118 848		
. charges sociales	39 989		
. impôts sur la production	12 888		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	9 788		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
Transferts courants divers	5 107	Dotation aux amortissements (immobilisations)	9 788
Intérêts versés	4 642	Dotation globale	200 360
Primes d'assurance-dommages	624	Transferts courants divers	240
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	190 435	Conventions internationales	1 122
Solde : Epargne	10 882	Intérêts reçus	180
TOTAL : EMPLOIS	211 690	TOTAL : RESSOURCES	211 690

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1992	RESSOURCES	1992
Formation brute de capital fixe	17 783	Epargne (reprise du solde précédent)	10 882
		Aides à l'investissement	1 998
Solde :	-4 903		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	12 880	TOTAL RESSOURCES	12 880

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
Consommation intermédiaire	66 193	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	224 777 21 557
Valeur ajoutée brute	191 572	Ventes	32 988
TOTAL EMPLOIS	257 765	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	257 765
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	124 939		
. charges sociales	41 941		
. impôts sur la production	13 684		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	11 008		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
Transferts courants divers	4 839	Dotation aux amortissements (immobilisations)	11 008
Intérêts versés	4 443	Dotation globale	213 516
Primes d'assurance-dommages	677	Transferts courants divers	2 406
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	203 220	Conventions internationales	1 039
Solde : Epargne	14 987	Intérêts reçus	197
TOTAL EMPLOIS	228 186	TOTAL RESSOURCES	228 186

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1993	RESSOURCES	1993
Formation brute de capital fixe	18 734	Epargne (reprise du solde précédent)	14 987
		Aides à l'investissement	1 268
Solde :	-2 479		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	16 255	TOTAL RESSOURCES	16 255

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
Consommation intermédiaire	68 127	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	234 686 22 637
Valeur ajoutée brute	200 931	Ventes	34 372
TOTAL EMPLOIS	269 058	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	269 058
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	130 716		
. charges sociales	43 918		
. impôts sur la production	14 537		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	11 760		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
Transferts courants divers	4 372	Dotation aux amortissements (immobilisations)	11 760
Intérêts versés	4 402	Dotation globale	222 622
Primes d'assurance-dommages	805	Transferts courants divers	2 127
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	212 049	Conventions internationales	972
Solde : Epargne	16 039	Intérêts reçus	186
TOTAL EMPLOIS	237 667	TOTAL RESSOURCES	237 667

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1994	RESSOURCES	1994
Formation brute de capital fixe	19 047	Epargne (reprise du solde précédent)	16 039
		Aides à l'investissement	1 821
Solde :	-1 187		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	17 860	TOTAL RESSOURCES	17 860

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
Consommation intermédiaire	70 248	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	247 351 23 547
Valeur ajoutée brute	213 205	Ventes	36 102
TOTAL EMPLOIS	283 453	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	283 453
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	136 610		
. charges sociales	48 698		
. impôts sur la production	15 537		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	12 360		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
Transferts courants divers	4 489	Dotation aux amortissements (immobilisations)	12 360
Intérêts versés	4 387	Dotation globale	235 186
Primes d'assurance-dommages	874	Transferts courants divers	2 895
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	223 804	Conventions internationales	959
Solde : Epargne	18 013	Intérêts reçus	167
TOTAL EMPLOIS	251 567	TOTAL RESSOURCES	251 567

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1995	RESSOURCES	1995
Formation brute de capital fixe	18 727	Epargne (reprise du solde précédent)	18 013
		Aides à l'investissement	1 781
Solde :	1 067		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	19 794	TOTAL RESSOURCES	19 794

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
Consommation intermédiaire	71 231	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	254 865 25 238
Valeur ajoutée brute	219 721	Ventes	36 087
TOTAL EMPLOIS	290 952	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	290 952
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	140 585		
. charges sociales	49 979		
. impôts sur la production	16 073		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	13 084		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
Transferts courants divers	4 824	Dotation aux amortissements (immobilisations)	13 084
Intérêts versés	4 296	Dotation globale	240 244
Primes d'assurance-dommages	984	Transferts courants divers	3 038
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	229 627	Conventions internationales	813
Solde : Epargne	17 625	Intérêts reçus	177
TOTAL EMPLOIS	257 356	TOTAL RESSOURCES	257 356

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1996	RESSOURCES	1996
Formation brute de capital fixe	19 583	Epargne (reprise du solde précédent)	17 625
		Aides à l'investissement	1 701
Solde :	-257		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	19 326	TOTAL RESSOURCES	19 326

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
Consommation intermédiaire	72 525	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	257 588 25 705
Valeur ajoutée brute	222 663	Ventes	37 600
TOTAL : EMPLOIS	295 188	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	295 188
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	143 009		
. charges sociales	50 690		
. impôts sur la production	15 271		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	13 693		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
Transferts courants divers	4 933	Dotation aux amortissements (immobilisations)	13 693
Intérêts versés	4 011	Dotation globale	243 079
Primes d'assurance-dommages	845	Transferts courants divers	2 887
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	231 883	Conventions internationales	836
Solde : Epargne	18 978	Intérêts reçus	155
TOTAL : EMPLOIS	260 650	TOTAL : RESSOURCES	260 650

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1997	RESSOURCES	1997
Formation brute de capital fixe	18 257	Epargne (reprise du solde précédent)	18 978
		Aides à l'investissement	1 653
Solde :	2 374		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL : EMPLOIS	20 631	TOTAL : RESSOURCES	20 631

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
Consommation intermédiaire	75 951	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	269 875 26 257
Valeur ajoutée brute	233 360	Ventes	39 436
TOTAL EMPLOIS	309 311	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	309 311
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	149 489		
. charges sociales	53 079		
. impôts sur la production	16 203		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	14 589		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
Transferts courants divers	5 004	Dotation aux amortissements (immobilisations)	14 589
Intérêts versés	3 781	Dotation globale	252 857
Primes d'assurance-dommages	866	Transferts courants divers	3 070
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	243 618	Conventions internationales	870
Solde : Epargne	18 260	Intérêts reçus	143
TOTAL EMPLOIS	271 629	TOTAL RESSOURCES	271 629

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1998	RESSOURCES	1998
Formation brute de capital fixe	18 908	Epargne (reprise du solde précédent)	18 260
		Aides à l'investissement	862
Solde :	214		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	19 122	TOTAL RESSOURCES	19 122

COMPTES DU SECTEUR PUBLIC HOSPITALIER

1er groupe - COMPTES DE PRODUCTION / EXPLOITATION

millions de francs

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
Consommation intermédiaire	78 772	Prestations de services non marchands - dont : paiements partiels	277 728 26 257
Valeur ajoutée brute	240 758	Ventes	41 802
TOTAL EMPLOIS	319 630	PRODUCTION SECTEUR HOSPITALIER	319 630
Décomposition de la valeur ajoutée :			
. salaires et traitements bruts	153 966		
. charges sociales	55 177		
. impôts sur la production	16 851		
. dotation aux amortissements (immobilisations)	14 764		

2ème groupe - COMPTES D'AFFECTATION ET D'UTILISATION DES REVENUS

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
Transferts courants divers	5 482	Dotation aux amortissements (immobilisations)	14 764
Intérêts versés	3 289	Dotation globale	258 673
Primes d'assurance-dommages	841	Transferts courants divers	3 266
Dépenses d'exploitation non couvertes par les recettes propres	251 471	Conventions internationales	873
Solde : Epargne	16 606	Intérêts reçus	113
TOTAL EMPLOIS	277 689	TOTAL RESSOURCES	277 689

COMPTE DE CAPITAL

EMPLOIS	1999	RESSOURCES	1999
Formation brute de capital fixe	19 521	Epargne (reprise du solde précédent)	16 606
		Aides à l'investissement	867
Solde :	-2 048		
. Capacité (+) de financement			
. Ou besoin (-) de financement			
TOTAL EMPLOIS	17 473	TOTAL RESSOURCES	17 473

- ANNEXE III -

Médecine préventive, dépistage et autres missions de santé publique.

Cette rubrique de la consommation médicale totale comprend trois volets :

- a) la médecine préventive, la prophylaxie et les dépistages. Ce sont les actes médicaux statistiquement identifiables concernant des groupes de populations (jeunes enfants, enfants scolarisés, salariés des entreprises) ou des dépistages de pathologies (examens généraux de santé, cancers, maladies transmissibles). Les dépenses recensées à ce niveau ne concernent que les actes effectués dans le cadre de programmes financés par les collectivités publiques (PMI, santé scolaire, ...), les fonds de prévention de l'assurance maladie et les entreprises (pour ce qui concerne la médecine du travail). Les actes de médecine préventive (obligatoire ou volontaire) qui sont en revanche effectués en ville et sont donc statistiquement confondus dans les remboursements de soins et sont donc ignorés. Ils n'ont pu faire que l'objet d'une estimation ponctuelle pour l'année 1992 (dans l'enquête décennale santé). Seuls les vaccins qui, désormais sont déclarés à l'AFSSAPS, font l'objet d'un suivi statistique ;
- b) les programmes spécifiques de santé publique. Ils regroupent les interventions sur les grandes pathologies ou sur les comportements et situations à risque (toxicomanie, alcoolisme, tabagisme, sida, action en direction des populations à risques) ;
- c) les missions de santé publiques à caractère général. Elles regroupent la protection de la santé (observation/veille/alerte, sécurité sanitaire et hygiène du milieu) et la promotion de la santé (information, sensibilisation, éducation). Les financements correspondants proviennent du Ministère de la Santé, des établissements publics sanitaires placés sous sa tutelle et des collectivités locales ;
- d) en outre, seuls sont pris en compte dans ce poste les services de prévention statistiquement isolables, ce qui minore l'importance réelle des dépenses de prévention. On ne prend en effet pas en compte l'activité médicale qui a un caractère préventif non isolable et qui est incluse dans la consommation de soins et de biens médicaux.

Le tableau ci-après présente un détail des évaluations correspondantes.

	1997	1998	1999
1) Médecine préventive et dépistage,	14395	14870	15441
-PMI et planning familial	2670	2763	2846
-Santé scolaire	2423	2513	2629
-Médecine du travail	6921	7184	7493
-Vaccinations	1877	1894	1611
obligatoires	(551)	(651)	(630)
recommandées	(835)	(581)	(434)
dont hépatite B	(596)	(317)	(198)
grippe	(356)	(525)	(387)
autres	(135)	(137)	(159)
-Double compte vaccinations	-1412	-1443	- 1127
-Dépistages	1916	1959	1989
cancers	(179)	(182)	(155)
MST	(178)	(188)	(193)
Tuberculose	(412)	(431)	(443)
Examens de santé	(877)	(868)	(883)
Non ventilés	(270)	(290)	(315)
2) Programmes spécifiques de santé publique	1531	1503	1736
-Toxicomanie	(821)	(786)	(990)
-Alcoolisme et tabagisme	(183)	(185)	(90)
-Pratiques addictives	(-)	(-)	(-)
-SIDA	(460)	(474)	(523)
-Autres	(67)	(58)	(124)
3) Missions de santé à caractère général	3477	3702	3737
-Prévention des risques professionnels (hors médecine du travail)	1911	1947	1905
-Protection de la santé	1349	1542	1600
Observation/veille/alerte	(67)	(155)	(80)
Sécurité sanitaire	(881)	(662)	(776)
Hygiène du milieu	(701)	(725)	(744)
-Promotion de la santé			
Education/information	217	213	232
Autres			
Total 1+2+3	19403	20075	20914

- ANNEXE IV -

LA RECHERCHE MEDICALE ET PHARMACEUTIQUE

Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique

	1997	1998	1999
Financements budgétaires	12078	12507	14424
. budget civil de R&D	8378	8707	10524
. autres	3700	3800	3900
Hôpitaux publics (dépenses de recherche clinique)	653	700	950
Autres financements	17575	18370	19300
. industries pharmaceutiques	16877	17670	18600
. secteur associatif	698	700	700
Total	30306	31577	34674

Source : Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

- ANNEXE V -

LA GESTION GENERALE DE LA SANTE

La gestion générale du système de santé comprend actuellement trois éléments :

- les frais de gestion des mutuelles ;
- les frais de gestion du Ministère chargé de la Santé ;
- les frais de gestion de certaines administrations privées.

Les frais de gestion maladie des organismes de sécurité sociale ne sont pas pris en compte. L'évaluation des dépenses de gestion liées aux liquidations des prestations en nature des risques maladie, maternité et accidents de travail, présente pour l'instant trop d'incertitudes.

Toutefois, la totalité des frais de gestion des principaux organismes sociaux qui gèrent, entre autres activités, les risques concernés est présenté "hors cadre" et à titre strictement indicatif dans le tableau ci-dessous.

Gestion générale de la santé

	1997	1998	1999
Frais de gestion			
. des mutuelles (hors œuvres sociales)	10699	11247	11775
. du Ministère de la santé	1975	2027	2146
. des administrations privées	976	1026	1074
Total gestion générale	13650	14300	14995
Pour mémoire : frais de gestion totaux des principaux organismes de protection sociale gérant le risque maladie*	41440	42200	43476

* Cnamts, MSA, Mines, Camac, Enim, SNCF, CNMSS.

TABLEAUX

LES COMPTES DE LA SANTE

CONSOMMATION MEDICALE TOTALE 1990-1999

en millions de francs

SOINS ET BIENS MEDICAUX	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES	249 314	262 091	279 490	295 263	306 998	322 112	331 686	336 011	344 029	350 882
- Soins hospitaliers	244 235	256 344	272 903	287 819	298 623	313 033	322 061	325 952	333 390	339 621
. publics	184 163	194 397	207 305	219 982	229 525	241 658	248 795	251 180	263 112	270 472
. privés	60 072	61 947	65 598	67 837	69 098	71 375	73 266	74 772	70 278	69 149
dont frais de séjour	43 524	44 656	47 731	49 771	50 496	52 607	54 068	55 864	50 491	49 659
dont honoraires médecins-analyses	16 548	17 291	17 867	18 066	18 602	18 768	19 198	18 908	19 787	19 490
- Soins sections médicalisées	5 079	5 747	6 587	7 444	8 375	9 079	9 625	10 059	10 639	11 261
. publiques	3 956	4 448	5 051	5 658	6 284	6 827	7 144	7 387	7 661	8 037
. privées	1 123	1 299	1 536	1 786	2 091	2 252	2 481	2 672	2 978	3 224
2 - SOINS AMBULATOIRES	144 801	154 108	163 589	171 097	172 380	180 810	184 341	187 151	194 239	199 317
- Médecins	67 284	71 147	76 125	80 154	81 481	86 846	88 190	90 181	93 490	95 827
- Auxiliaires médicaux	26 048	28 404	30 316	31 969	32 909	34 859	35 985	35 709	37 532	39 214
. infirmiers	12 911	14 184	15 292	16 389	16 914	17 923	18 380	18 353	19 051	20 003
. masseurs-kinésithérapeutes	11 388	12 237	12 922	13 317	13 616	14 346	14 828	14 521	15 520	16 051
. autres	1 749	1 983	2 102	2 263	2 379	2 590	2 777	2 835	2 961	3 160
- Dentistes	32 072	34 351	36 112	37 226	37 735	38 296	39 565	40 299	41 286	41 442
- Analyses	14 417	14 978	15 605	16 189	14 837	15 471	15 342	15 631	16 444	17 028
- Cures thermales	4 980	5 228	5 431	5 559	5 418	5 338	5 259	5 331	5 487	5 806
. forfait soins	1 666	1 711	1 749	1 816	1 792	1 766	1 752	1 854	1 905	2 028
. hôtellerie	3 314	3 517	3 682	3 743	3 626	3 572	3 507	3 477	3 582	3 778
3 - TRANSPORTS DE MALADES	6 891	7 683	8 480	8 747	9 165	9 523	9 448	9 511	10 373	11 305
4 - MEDICAMENTS	94 585	103 122	109 017	117 652	120 230	127 282	129 251	133 533	141 549	150 057
5 - AUTRES BIENS MEDICAUX	19 304	22 509	24 290	26 179	28 069	28 949	30 365	31 154	33 750	37 911
Optique	11 608	13 602	14 685	15 508	16 333	16 662	17 014	17 099	17 691	18 533
Prothèses, orthèses, V.H.P.*	6 773	7 816	8 223	8 868	9 498	9 631	9 795	9 131	9 441	10 012
Petits matériels et pansements	923	1 091	1 382	1 803	2 238	2 656	3 556	4 924	6 618	9 366
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1 + ...5)	514 895	549 513	584 866	618 938	636 842	668 676	685 091	697 360	723 940	749 472
6 - MEDECINE PREVENTIVE	11 407	11 980	12 779	13 372	14 134	14 688	15 291	15 926	16 373	17 177
Médecine préventive et de dépistage	10 599	11 173	11 892	12 451	12 933	13 373	13 863	14 395	14 870	15 441
. Médecine du travail	5 090	5 414	5 719	5 961	6 210	6 379	6 619	6 921	7 184	7 493
. Médecine scolaire	1 719	1 808	1 915	2 080	2 140	2 260	2 362	2 423	2 513	2 629
. PMI et planning familial	1 900	2 020	2 178	2 337	2 444	2 513	2 598	2 670	2 763	2 846
. Dépistage et vaccins	1 890	1 931	2 080	2 073	2 139	2 221	2 284	2 381	2 410	2 473
Programmes spécifiques de santé publique	808	807	887	921	1 201	1 315	1 428	1 531	1 503	1 736
CONSOMMATION MEDICALE TOTALE	526 302	561 493	597 645	632 310	650 976	683 364	700 382	713 286	740 313	766 649

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION MEDICALE TOTALE 1990-1999

Indices de valeur : base 100 année précédente

SOINS ET BIENS MEDICAUX	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES	105,3	105,1	106,6	105,6	104,0	104,9	103,0	101,3	102,4	102,0
- Soins hospitaliers	105,1	105,0	106,5	105,5	103,8	104,8	102,9	101,2	102,3	101,9
- publics	105,6	105,6	106,6	106,1	104,3	105,3	103,0	101,0	104,8	102,8
- privés	103,5	103,1	105,9	103,4	101,9	103,3	102,6	102,1	94,0	98,4
- dont frais de séjour	103,9	102,6	106,9	104,3	101,5	104,2	102,8	103,3	90,4	98,4
- dont honoraires médecins-analyses	102,5	104,5	103,3	101,1	103,0	100,9	102,3	98,5	104,6	98,5
- Soins sections médicalisées	112,3	113,2	114,6	113,0	112,5	108,4	106,0	104,5	105,8	105,8
- publiques	111,5	112,4	113,6	112,0	111,1	108,6	104,6	103,4	103,7	104,9
- privées	114,9	115,7	118,2	116,3	117,1	107,7	110,2	107,7	111,5	106,3
2 - SOINS AMBULATOIRES	104,5	106,4	106,2	104,6	100,7	104,9	102,0	101,5	103,8	102,6
- Médecins	105,2	105,7	107,0	105,3	101,7	106,6	101,5	102,3	103,7	102,5
- Auxiliaires médicaux	106,0	109,0	106,7	105,5	102,9	105,9	103,2	99,2	105,1	104,5
- infirmiers	106,8	109,9	107,8	107,2	103,2	106,0	102,5	99,9	103,8	105,0
- masseurs-kinésithérapeutes	104,7	107,5	105,6	103,1	102,2	105,4	103,4	97,9	106,9	103,4
- autres	108,2	113,4	106,0	107,7	105,1	108,9	107,2	102,1	104,4	106,7
- Dentistes	103,6	107,1	105,1	103,1	101,4	101,5	103,3	101,9	102,4	100,4
- Analyses	101,4	103,9	104,2	103,7	91,6	104,3	99,2	101,9	105,2	103,6
- Cures thermales	101,4	105,0	103,9	102,4	97,5	98,5	98,5	101,4	102,9	105,8
- forfait soins	101,2	102,7	102,2	103,8	98,7	98,5	99,2	105,8	102,8	106,5
- hôtellerie	101,5	106,1	104,7	101,7	96,9	98,5	98,2	99,1	103,0	105,5
3 - TRANSPORTS DE MALADES	106,7	111,5	110,4	103,1	104,8	103,9	99,2	100,7	109,1	109,0
4 - MEDICAMENTS	106,1	109,0	105,7	107,9	102,2	105,9	101,5	103,3	106,0	106,0
5 - AUTRES BIENS MEDICAUX	108,4	116,6	107,9	107,8	107,2	103,1	104,9	102,6	108,3	112,3
- Optique	107,5	117,2	108,0	105,6	105,3	102,0	102,1	100,5	103,5	104,8
- Prothèses, orthèses, V.H.P. *	107,3	115,4	105,2	107,8	107,1	101,4	101,7	93,2	103,4	106,0
- Petits matériels et pansements	123,5	118,2	126,7	130,5	124,1	118,7	133,9	138,5	134,4	141,5
CONSOMMATION DE SOINS ET ET DE BIENS MEDICAUX (1 + ...5)	105,4	106,7	106,4	105,8	102,9	105,0	102,5	101,8	103,8	103,5
6 - MEDECINE PREVENTIVE	105,2	105,0	106,7	104,6	105,7	103,9	104,1	104,2	102,8	104,9
- Médecine préventive et de dépistage	104,8	105,4	106,4	104,7	103,9	103,4	103,7	103,8	103,3	103,8
- Médecine du travail	104,6	106,4	105,6	104,2	104,2	102,7	103,8	104,6	103,8	104,3
- Médecine scolaire	105,6	105,2	105,9	108,6	102,9	105,6	104,5	102,6	103,7	104,6
- PMI et planning familial	105,8	106,3	107,8	107,3	104,6	102,8	103,4	102,8	103,5	103,0
- Dépistage et vaccins	103,3	102,2	107,7	99,7	103,2	103,8	102,8	104,2	101,2	102,6
- Programmes spécifiques de santé publique	110,2	99,9	109,9	103,8	130,4	109,5	108,6	107,2	98,2	115,5
CONSOMMATION MEDICALE TOTALE	105,4	106,7	106,4	105,8	103,0	105,0	102,5	101,8	103,8	103,6

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX 1990-1999

Indices de prix - base 100 année précédente

SOINS ET BIENS MEDICAUX	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES										
	102,9	102,6	103,0	103,1	102,3	103,3	101,8	100,9	101,1	100,6
- Soins Hospitaliers	102,8	102,6	103,0	103,1	102,2	103,3	101,8	100,9	101,1	100,6
- publics	103,0	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	100,9
- privés	102,3	101,5	102,0	102,6	102,6	102,7	102,2	101,2	100,7	99,5
dt : frais de séjour	102,2	101,3	101,7	103,0	102,8	102,4	102,7	101,5	100,6	99,2
dt : honoraires médecins-analyses	102,4	101,9	102,9	101,4	102,0	103,6	101,0	100,5	100,9	100,4
- Soins Sections Médicalisées	103,8	103,7	104,2	103,7	103,8	103,8	102,4	101,1	101,2	101,4
- publiques	103,0	103,0	103,3	103,2	102,1	103,5	101,7	100,8	101,2	100,9
- privées	106,5	106,3	107,2	105,2	109,2	104,9	104,5	101,8	101,2	102,7
2 - SOINS AMBULATOIRES	101,8	101,3	101,9	101,1	101,5	103,4	101,0	100,7	100,6	100,5
- Médecins	102,5	102,0	103,1	101,5	102,1	103,8	101,1	100,5	101,0	100,6
- Auxiliaires Médicaux	101,4	100,0	100,9	101,0	101,5	103,8	101,0	101,0	100,5	101,5
- Dentistes	101,3	101,0	100,9	100,9	100,6	103,0	101,0	100,9	99,9	99,7
- Analyses	100,4	100,0	100,0	100,0	100,2	102,0	100,2	100,1	100,0	99,2
- Cures Thermales	102,4	103,9	103,2	101,4	101,3	102,2	101,7	100,9	101,2	101,7
- forfait soins	101,0	101,2	100,9	99,1	101,2	102,8	100,8	100,7	100,8	101,0
- hôtellerie	103,1	105,2	104,4	102,6	101,4	101,9	102,1	101,0	101,4	102,0
3 - TRANSPORTS DE MALADES	102,2	102,4	102,4	100,8	103,0	102,3	101,6	102,3	100,8	102,9
4 - MEDICAMENTS	100,6	100,5	100,7	100,7	100,2	100,9	100,7	100,1	100,0	99,8
5 - AUTRES BIENS MEDICAUX	102,8	104,7	103,6	102,7	101,8	101,4	101,5	100,2	100,7	100,8
Optique	103,7	105,1	104,8	104,1	102,4	102,0	102,1	99,7	100,9	101,5
Prothèses, orthèses V.H.P *	101,6	104,1	101,7	100,7	101,0	100,5	100,7	100,7	100,4	100,0
Petits matériels et pansements	101,8	103,8	101,9	101,1	101,1	100,9	101,1	100,8	100,5	100,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1 - ...5)	102,1	101,9	102,3	102,0	101,6	102,8	101,4	100,7	100,7	100,5

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX 1990-1999

SOINS ET BIENS MEDICAUX	Indices de volume - base 100 année précédente									
	1990-1995	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES	102,3	102,4	103,5	102,5	101,7	101,5	101,1	100,4	101,3	101,3
- Soins Hospitaliers	102,2	102,3	103,4	102,3	101,5	101,5	101,0	100,3	101,2	101,2
publics	102,5	102,5	103,2	102,8	102,2	101,7	101,2	100,2	103,5	101,9
privés	101,2	101,6	103,8	100,8	99,3	100,6	100,4	100,8	93,4	98,9
dt : frais de séjour	101,6	101,3	105,1	101,2	98,7	101,7	100,1	101,8	89,8	99,1
dt : honoraires médecins-analyses	100,2	102,5	100,4	99,7	100,9	97,4	101,3	98,0	103,7	98,1
- Soins Sections Médicalisées	108,2	109,1	110,0	109,0	108,4	104,4	103,5	103,4	104,5	104,4
publiques	108,3	109,2	109,9	108,5	108,8	105,0	102,9	102,6	102,5	104,0
privées	107,9	108,8	110,3	110,5	107,2	102,7	105,4	105,8	110,1	105,4
2 - SOINS AMBULATOIRES	102,7	105,1	104,2	103,4	99,3	101,4	100,9	100,9	103,2	102,1
- Médecins	102,7	103,7	103,8	103,7	99,6	102,7	100,4	101,7	102,6	101,9
- Auxiliaires Médicaux	104,5	109,0	105,8	104,4	101,4	102,0	102,2	98,3	104,6	102,9
- Dentistes	102,3	106,0	104,2	102,2	100,8	98,5	102,3	100,9	102,6	100,7
- Analyses	101,0	103,9	104,2	103,7	91,5	102,2	99,0	101,8	105,2	104,4
- Cures Thermales	99,0	101,1	100,6	100,9	96,2	96,4	96,9	100,5	101,7	104,0
forfait soins	100,1	101,5	101,3	104,8	97,5	95,9	98,4	105,1	101,9	105,4
hôtellerie	98,5	100,9	100,3	99,1	95,5	96,7	96,2	98,2	101,6	103,4
3 - TRANSPORTS DE MALADES	104,4	108,9	107,8	102,3	101,7	101,6	97,7	98,4	108,2	105,9
4 - MEDICAMENTS	105,5	108,5	105,0	107,2	102,0	104,9	100,8	103,2	106,0	106,2
5 - AUTRES BIENS MEDICAUX	105,5	111,4	104,2	104,9	105,3	101,7	103,3	102,4	107,6	111,5
Optique	103,7	111,5	103,0	101,4	102,9	100,0	100,0	100,8	102,5	103,2
Prothèses, orthèses, V.H.P.*	105,6	110,9	103,4	107,1	106,0	100,9	101,0	92,6	103,0	106,0
Petits matériels et pansements	121,4	113,9	124,3	129,0	122,8	117,6	132,4	137,4	133,7	141,2
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1 - ...5)	103,2	104,7	104,1	103,7	101,2	102,2	101,1	101,1	103,1	103,0

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX 1990-1999

en millions de francs 1990

SOINS ET BIENS MEDICAUX	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES	249 314	255 327	264 303	270 880	275 379	279 590	282 664	283 759	287 695	291 353
- Soins Hospitaliers	244 235	249 787	258 208	264 237	268 177	272 066	274 881	275 720	279 304	282 600
- publics	184 163	188 735	194 837	200 341	204 733	208 266	210 832	211 164	219 005	223 123
- privés	60 072	61 052	63 371	63 896	63 444	63 800	64 049	64 556	60 299	59 477
dt : frais de séjour	43 524	44 083	46 331	46 904	46 291	47 096	47 131	47 977	43 104	42 607
dt : honoraires médecins-analyses	16 548	16 969	17 040	16 992	17 153	16 704	16 918	16 579	17 195	16 870
- Soins Sections Médicalisées	5 079	5 540	6 095	6 643	7 202	7 524	7 783	8 039	8 391	8 753
- publiques	3 956	4 318	4 747	5 153	5 605	5 884	6 054	6 210	6 377	6 630
- privées	1 123	1 222	1 348	1 490	1 597	1 640	1 729	1 829	2 014	2 123
2 - SOINS AMBULATOIRES	144 801	152 179	158 540	163 972	162 790	165 065	166 644	168 056	173 444	177 125
- Médecins	67 284	69 752	72 388	75 093	74 766	76 772	77 112	78 460	80 534	82 055
- Auxiliaires Médicaux	26 048	28 404	30 046	31 370	31 815	32 467	33 184	32 603	34 097	35 099
- Dentistes	32 072	34 011	35 436	36 203	36 479	35 943	36 766	37 114	38 061	38 320
- Analyses	14 417	14 978	15 605	16 189	14 807	15 137	14 981	15 248	16 041	16 745
Cures Thermales	4 980	5 034	5 065	5 117	4 923	4 746	4 601	4 631	4 711	4 906
forfait soins	1 666	1 691	1 713	1 795	1 750	1 678	1 651	1 735	1 769	1 864
hôtellerie	3 314	3 343	3 352	3 322	3 173	3 068	2 950	2 896	2 942	3 042
3 - TRANSPORTS DE MALADES	6 891	7 503	8 087	8 276	8 419	8 551	8 350	8 216	8 890	9 416
4 - MEDICAMENTS	94 585	102 609	107 721	115 445	117 739	123 533	124 572	128 570	136 289	144 770
5 - AUTRES BIENS MEDICAUX	19 304	21 501	22 406	23 529	24 802	25 248	26 126	26 776	28 875	32 297
Optique	11 608	12 942	13 332	13 525	13 911	13 913	13 914	14 026	14 382	14 844
- Prothèses, orthèses V.H.P.*	6 773	7 508	7 767	8 318	8 821	8 900	8 988	8 321	8 569	9 087
- Petits matériels et pansements	923	1 051	1 307	1 686	2 070	2 435	3 224	4 429	5 924	8 366
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1 + ... 5)	514 895	539 119	561 057	582 102	589 129	601 987	608 356	615 377	635 193	654 961

* Véhicules pour handicapés physiques

CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX 1990-1999

Indices de volume - base 100 en 1990

SOINS ET BIENS MEDICAUX	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
1 - SOINS HOSPITALIERS ET EN SECTIONS MEDICALISEES	100,0	102,4	106,0	108,7	110,5	112,1	113,4	113,8	115,4	116,9
- Soins Hospitaliers	100,0	102,3	105,7	108,2	109,8	111,4	112,5	112,9	114,4	115,7
- publics	100,0	102,5	105,8	108,8	111,2	113,1	114,5	114,7	118,9	121,2
- privés	100,0	101,6	105,5	106,4	105,6	106,2	106,6	107,5	100,4	99,0
dont frais de séjour	100,0	101,3	106,4	107,8	106,4	108,2	108,3	110,2	99,0	97,9
dont honoraires médecins-analyse	100,0	102,5	103,0	102,7	103,7	100,9	102,2	100,2	103,9	101,9
- Soins Sections Médicalisées	100,0	109,1	120,0	130,8	141,8	148,1	153,2	158,3	165,2	172,3
- publiques	100,0	109,2	120,0	130,3	141,7	148,7	153,0	157,0	161,2	167,6
- privées	100,0	108,8	120,0	132,7	142,2	146,0	154,0	162,9	179,3	189,0
2 - SOINS AMBULATOIRES	100,0	105,1	109,5	113,2	112,4	114,0	115,1	116,1	119,8	122,3
- Médecins	100,0	103,7	107,6	111,6	111,1	114,1	114,6	116,6	119,7	122,0
- Auxiliaires Médicaux	100,0	109,0	115,3	120,4	122,1	124,6	127,4	125,2	130,9	134,7
- Dentistes	100,0	106,0	110,5	112,9	113,7	112,1	114,6	115,7	118,7	119,5
- Analyses	100,0	103,9	108,2	112,3	102,7	105,0	103,9	105,8	111,3	116,1
- Cures Thermales	100,0	101,1	101,7	102,8	98,9	95,3	92,4	93,0	94,6	98,5
forfait soins	100,0	101,5	102,8	107,7	105,0	100,7	99,1	104,1	106,2	111,9
hôtellerie	100,0	100,9	101,1	100,2	95,7	92,6	89,0	87,4	88,8	91,8
3 - TRANSPORTS DE MALADES	100,0	108,9	117,4	120,1	122,2	124,1	121,2	119,2	129,0	136,6
4 - MEDICAMENTS	100,0	108,5	113,9	122,1	124,5	130,6	131,7	135,9	144,1	153,1
5 - AUTRES BIENS MEDICAUX	100,0	111,4	116,1	121,9	128,5	130,8	135,3	138,7	149,6	167,3
- Optique	100,0	111,5	114,9	116,5	119,8	119,9	119,9	120,8	123,9	127,9
- Prothèses, orthèses, V.H.P.*	100,0	110,9	114,7	122,8	130,2	131,4	132,7	122,9	126,5	134,2
- Petits matériels et pansements	100,0	113,9	141,6	182,7	224,3	263,8	349,3	479,8	641,8	906,4
CONSOMMATION DE SOINS ET DE BIENS MEDICAUX (1 + ...5)	100,0	104,7	109,0	113,1	114,4	116,9	118,2	119,5	123,4	127,2

* Véhicules pour handicapés physiques

DEPENSES COURANTES DE SANTE 1990-1999

en millions de francs

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
11 - Dépenses de soins et biens médicaux	527 628	682 271	696 425	708 894	733 287	756 258
Soins aux particuliers :	413 739	526 040	536 809	544 207	557 988	568 290
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	262 047	335 707	343 020	347 545	353 376	357 668
. soins hospitaliers	256 968	326 628	333 395	337 486	342 737	346 407
. publics	196 896	255 253	260 129	262 714	272 459	277 258
. privées	60 072	71 375	73 266	74 772	70 278	69 149
dt: honoraires médecins-analyses	16 548	18 768	19 198	18 908	19 787	19 490
. soins en sections médicalisées	5 079	9 079	9 625	10 059	10 639	11 261
. publiques	3 956	6 827	7 144	7 387	7 661	8 037
. privées	1 123	2 252	2 481	2 672	2 978	3 224
- soins ambulatoires	144 801	180 810	184 341	187 151	194 239	199 317
- transports de malades	6 891	9 523	9 448	9 511	10 373	11 305
Médicaments	94 585	127 282	129 251	133 533	141 549	150 057
Autres biens médicaux	19 304	28 949	30 365	31 154	33 750	37 911
12 - Aide aux malades	36 579	43 625	43 910	43 615	46 346	49 134
13 - Subvention au système de soins	5 544	9 650	9 321	9 751	10 381	10 399
1 - SOUS-TOTAL - Dépenses pour les malades -	569 751	735 546	749 656	762 260	790 014	815 791
21 - Dépenses de médecine préventive	11 407	14 688	15 291	15 926	16 373	17 177
- Médecine préventive et de dépistage	10 599	13 373	13 863	14 395	14 870	15 441
Médecine du travail	5 090	6 379	6 619	6 921	7 184	7 493
Médecine scolaire	1 719	2 260	2 362	2 423	2 513	2 629
PMI et planning familial	1 900	2 513	2 598	2 670	2 763	2 846
Dépistage et vaccins	1 890	2 221	2 284	2 381	2 410	2 473
- Programmes spécifiques de santé publique	808	1 315	1 428	1 531	1 503	1 736
22 - Missions de santé publique à caractère général	1 818	3 155	3 307	3 477	3 702	3 737
2 - SOUS-TOTAL - Dépenses de prévention -	13 225	17 843	18 598	19 403	20 075	20 914
31 - Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	20 048	28 598	29 737	30 306	31 577	34 674
32 - Dépenses de formation	3 431	4 025	4 070	4 167	4 502	4 541
3 - SOUS-TOTAL - Dépenses en faveur du système de soins -	23 479	32 623	33 807	34 473	36 079	39 215
4 - TOTAL - Gestion Générale -	9 231	12 490	13 139	13 671	14 335	15 035
5 - DOUBLE COMPTE : Recherche pharmaceutique -	-10 373	-16 094	-16 899	-17 535	-18 370	-19 550
TOTAL GENERAL - Dépenses courantes de santé -	605 313	782 408	798 301	812 272	842 133	871 405

DEPENSES COURANTES DE SANTE 1990-1999.

Indices de valeur: base 100 année précédente

	1990 1995	1996	1997	1998	1999
11 - Dépenses de soins et biens médicaux	105,3	102,1	101,8	103,4	103,1
Soins aux particuliers :	104,9	102,0	101,4	102,5	101,8
- soins hospitaliers et en sections médicalisées	105,1	102,2	101,3	101,7	101,2
. soins hospitaliers	104,9	102,1	101,2	101,6	101,1
. publics	105,3	101,9	101,0	103,7	101,8
. privées	103,5	102,6	102,1	94,0	98,4
dt: honoraires médecins-analyses	102,5	102,3	98,5	104,6	98,5
. soins en sections médicalisées	112,3	106,0	104,5	105,8	105,8
. publiques	111,5	104,6	103,4	103,7	104,9
. privées	114,9	110,2	107,7	111,5	108,3
- soins ambulatoires	104,5	102,0	101,5	103,8	102,6
- transports de malades	106,7	99,2	100,7	109,1	109,0
Médicaments	106,1	101,5	103,3	106,0	106,0
Autres biens médicaux	108,4	104,9	102,6	108,3	112,3
12 - Aide aux malades	103,6	100,7	99,3	106,3	106,0
13 - Subvention au système de soins	111,7	96,6	104,6	106,5	100,2
1 - SOUS-TOTAL - Dépenses pour les malades -	105,2	101,9	101,7	103,6	103,3
21 - Dépenses de médecine préventive	105,2	104,1	104,2	102,8	104,9
- Médecine préventive et de dépistage	104,8	103,7	103,8	103,3	103,8
. Médecine du travail	104,6	103,8	104,6	103,8	104,3
. Médecine scolaire	105,6	104,5	102,6	103,7	104,6
. PMI et planning familial	105,8	103,4	102,8	103,5	103,0
. Dépistage et vaccins	103,3	102,8	104,2	101,2	102,6
- Programmes spécifiques de santé publique	110,2	108,6	107,2	98,2	115,5
22 - Missions de santé publique à caractère général	111,7	104,8	105,1	106,5	100,9
2 - SOUS-TOTAL - Dépenses de prévention -	106,2	104,2	104,3	103,5	104,2
31 - Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	107,4	104,0	101,9	104,2	109,8
32 - Dépenses de formation	103,2	101,1	102,4	108,0	100,9
3 - SOUS-TOTAL - Dépenses en faveur du système de soins -	106,8	103,6	102,0	104,7	108,7
4 - TOTAL - Gestion Générale -	106,2	105,2	104,0	104,9	104,9
5 - DOUBLE COMPTE : Recherche pharmaceutique -	109,2	105,0	103,8	104,8	106,4
TOTAL GENERAL - Dépenses courantes de santé -	105,3	102,0	101,8	103,7	103,5

DEPENSES DE SANTE PAR OPERATION DE FINANCEMENT 1990

Millions de francs

Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		Etat et collectivités locales	Transferts et subventions de séc. soc.	Dépenses courantes				Mutuelles	I P S A * Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	Sécurité sociale			Etat et coll. locales	Mutuelles	Autres				
Hôpitaux publics et PSPH Hôpitaux privés Sections médicalisées Publiques Privées Sous-Total Soins hospitaliers et en sections médicalisées Cabinets libéraux Médecins** Auxiliaires Dentistes Laboratoires d'analyses Etablissements thermaux Sous-Total Soins Ambulatoires Transports de malades Total Prestataires de Soins Officines Pharmaceutiques Autres biens médicaux (Optique - Prothèses, orthèses, V.H.P. - Petits matériels et pansements) Total Biens Médicaux TOTAL SOINS ET BIENS MEDICAUX Aide aux malades (Indemnités Journalières) Aide indirecte (subventions) TOTAL DEPENSES POUR LES MALADES Service de médecine préventive, dépistages Missions de santé publique à caractère général Total PREVENTION RECHERCHE MEDICALE ET PHARMACEUTIQUE FORMATION GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTE DOUBLE COMPTE TOTAL : DEPENSES COURANTES DE SANTE	3 626	8	174 296	2 394			807		2 373	13 392	196 896		
	52 131			326					2 061	5 554	60 072		
	3 198		1 881								5 079		
	2 075		1 881								3 956		
	1 123										1 123		
	58 955	8	176 177	2 720	0		807	0	4 434	18 946	262 047		
	48 758	24	2 086	710					6 853	8 853	67 284		
	20 235	8		120					1 697	3 988	26 048		
	13 411			80					3 878	14 703	32 072		
	10 457			98					1 676	2 186	14 417		
	1 269	151		142					312	3 106	4 980		
	94 130	183	2 086	1 150	0		0	0	14 416	32 836	144 801		
	6 506	80		16					104	185	6 891		
	159 591	271	178 263	3 886	0		807	0	18 954	51 967	413 739		
57 331	202		779					11 582	24 691	94 585			
6 071			159					1 644	11 430	19 304			
63 402	202	0	938	0		0	0	13 226	36 121	113 889			
222 993	473	178 263	4 824	0		807	0	32 180	88 088	527 628			
36 579				5 544						36 579			
259 572	473	178 263	4 824	5 544		807	0	32 180	88 088	569 751			
944						5 373				11 407			
				1 214		604				1 818			
				1 214		5 977				13 225			
						9 155				20 048			
		520	14			2 969			238	3 431			
						1 401	7 077	753		9 231			
								-9 853		-10 373			
	473	178 263	4 824	5 558		20 309	7 077	6 573	88 326	605 313			

* Institutions de prévoyance et Sociétés d'assurances

** Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics

DEPENSES DE SANTE PAR OPERATION DE FINANCEMENT 1995

Millions de francs													
Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		Etat et collectivités locales	Transferts et subventions de séc. soc	Dépenses courantes			Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base		Financement supplémentaire	Dotation globale			Sécurité sociale	Etat et coll. locales	Mutuelles				
Hôpitaux publics et PSPH Hôpitaux privés Sections médicalisées Publicques Privées Sous-Total Soins hospitaliers et en sections médicalisées Cabinets libéraux Médecins* Auxiliaires Dentistes Laboratoires d'analyses Etablissements thermaux Sous-Total Soins Ambulatoires Transports de malades Total Prestataires de Soins	4 438		5	226 200	2 286			958		1 303	586	15 881	255 253
	61 838				312					1 020	689	4 127	71 375
	5 821		0	3 258	0			0		0			9 079
	3 569			3 258									6 827
	2 252												2 252
	72 097		5	229 458	2 598			958		2 323	1 275	20 008	335 707
	61 204		21	2 864	1 254					4 654	2 591	4 544	86 846
	27 386		5		295					1 041	232	3 713	34 859
	14 066				188					3 912	1 924	11 865	38 296
	10 953				181					1 030	410	837	15 471
Etablissements thermaux Sous-Total Soins Ambulatoires Transports de malades Total Prestataires de Soins	1 326		123		132					110	84	3 153	5 338
	114 935		149	2 864	2 050			0		10 747	5 241	24 112	180 810
	9 055		69		15					90	15	129	9 523
	196 087		223	232 322	4 663			958		13 160	6 531	44 249	526 040
	75 627		452		1 424					6 310	2 734	25 305	127 282
	9 724				171					1 600	1 251	12 823	28 949
	85 351		452	0	1 595			0		7 910	3 985	38 128	156 231
	281 438		675	232 322	6 258			958		21 070	10 516	82 377	682 271
	43 625												43 625
					9 650								9 650
Aide aux malades (Indemnités Journalières) Aide indirecte (subventions) TOTAL DEPENSES POUR LES MALADES Service de médecine préventive, dépistages Missions de santé publique à caractère général Total PREVENTION RECHERCHE MEDICALE ET PHARMACEUTIQUE FORMATION GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTE DOUBLE-COMPTÉ	325 063		675	232 322	6 258			958		21 070	10 516	82 377	735 546
	1 185							7 125					14 689
								1 188					3 155
	1 185							1 967					17 844
													28 598
				690				11 821				252	4 025
								3 466					12 490
								1 872					
				-677									
TOTAL : DEPENSES COURANTES DE SANTE													
326 248		675	232 335	6 258	9 650	2 027	26 430	9 671	8 243	21 070	10 516	82 629	782 409

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics

DEPENSES DE SANTE PAR OPERATION DE FINANCEMENT 1996

DÉPENSES DE SANTÉ PAR OPÉRATION DE FINANCEMENT 1998

Millions de francs														
Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale		Etat et collectivités locales	Transferts et subventions de séc. soc	Dépenses courantes			Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
	Base	Financement supplémentaire	Dotation globale	Sécurité sociale			Etat et coll. locales	Mutuelles	Autres					
Hôpitaux publics et PSPH	4 661	5	230 685		2 312			989		3 414	1 445	679	15 939	260 129
Hôpitaux privés	63 013				316					4 013	1 140	795	3 989	73 266
Sections médicalisées	6 242	0	3 383		0	0	0	0	0	0				9 625
Publics	3 761		3 383											7 144
Privées	2 481													2 481
Sous-Total Soins hospitaliers et en sections médicalisées	73 916	5	234 068		2 628	0	0	989	0	7 427	2 585	1 474	19 928	343 020
Cabinets libéraux														
- Médecins*	61 741	33	3 088		1 286					10 167	4 878	2 847	4 150	88 190
Auxiliaires	28 453	6			323					2 266	1 140	271	3 526	35 985
Dentistes	14 444				205					6 698	4 077	2 140	12 001	39 565
Laboratoires d'analyses	10 995				193					2 111	1 060	445	538	15 342
Etablissements thermaux	1 324	109			119					434	130	80	3 063	5 259
Sous Total Soins Ambulatoires	116 957	148	3 088		2 126	0	0	0	0	21 676	11 285	5 783	23 278	184 341
Transports de malades	8 987	62			13					152	100	15	119	9 448
Total Prestataires de Soins	199 860	215	237 156		4 767	0	0	989	0	29 255	13 970	7 272	43 325	536 809
Officines Pharmaceutiques														
Autres biens médicaux (Optique - Prothèses, orthèses, V H P - Petits matériels et consommables)	76 885	508			1 554					16 248	6 500	2 947	24 609	129 251
Total Biens Médicaux	87 487	508	0		1 706	0	0	0	0	20 047	8 260	4 382	37 226	159 616
TOTAL SOINS ET BIENS MEDICAUX	287 347	723	237 156		6 473	0	0	989	0	49 302	22 230	11 654	80 551	696 425
Aide aux malades (Indemnités Journalières)	43 910													43 910
Aide indirecte (subventions)						9 321								9 321
TOTAL DEPENSES POUR LES MALADES	331 257	723	237 156		6 473	9 321	0	989	0	49 302	22 230	11 654	80 551	749 656
Service de médecine préventive, dépistages	1 215													15 291
Missions de santé publique à caractère général							1 992	7 457		6 619				3 307
Total PREVENTION	1 215						1 992	8 772		6 619				18 598
RECHERCHE MEDICALE ET PHARMACEUTIQUE														
FORMATION			643					12 154		16 940			252	29 737
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTE							61	3 508		249				4 070
DOUBLE-COMPTÉ								1 913	10 261	965				13 139
TOTAL : DEPENSES COURANTES DE SANTE	332 472	723	237 156		6 473	9 321	2 053	27 336	10 261	8 517	22 230	11 654	80 803	798 301

DEPENSES DE SANTE PAR OPERATION DE FINANCEMENT 1997

Millions de francs											
Dépenses	Financements		Prestations de sécurité sociale			Etat et collectivités locales	Transferts et subventions de séc soc	Dépenses courantes			TOTAL
	Base	F inancement supplémentaire	Dotation globale					Sécurité sociale	Etat et coll locales	Mutuelles	
Hôpitaux publics et PSPH	4 272	4	232 831		2 413				1 063	3 436	262 714
Hôpitaux privés	64 468				330					4 080	74 772
Sections médicalisées	6 525	0	3 534		0				0	0	10 059
Publicques	3 853		3 534								7 387
Privées	2 672										2 672
Sous-Total Soins hospitaliers et en sections médicalisées	75 265	4	236 365		2 743				1 063	7 516	347 545
Cabinets libéraux											
Médecins*	63 229	30	3 357		1 317					10 459	90 181
Auxiliaires	28 225	3			354					2 204	35 709
Dentistes	14 712				223					6 995	40 299
Laboratoires d'analyses	11 403				206					2 137	15 631
Etablissements thermaux	1 400	100			103					450	5 331
Sous-Total Soins Ambulatoires	118 969	133	3 357		2 203				0	22 245	187 151
Transports de malades	9 021	59			11					154	9 511
Total Prestataires de Soins	203 255	196	239 722		4 957				1 063	29 915	544 207
Officines Pharmaceutiques	80 223	592			1 709					16 274	133 533
Autres biens médicaux (Optique - Prothèses, orthèses, V H P - Petits matériels et pansements)	11 410				150					4 104	31 154
Total Biens Médicaux	91 633	592	0		1 859				0	20 378	164 687
TOTAL SOINS ET BIENS MEDICAUX	294 888	788	239 722		6 816				1 063	50 293	708 894
Aide aux malades (Indemnités Journalières)	43 615						9 751				43 615
Aide indirecte (subventions)											9 751
TOTAL DEPENSES POUR LES MALADES	338 503	788	239 722		6 816		9 751		0	50 293	762 260
Service de médecine préventive dépistages	1 274							2 070	7 731	6 921	15 926
Missions de santé publique à caractère général									1 407		3 477
Total PREVENTION	1 274							2 070	9 138	6 921	19 403
RECHERCHE MEDICALE ET PHARMACEUTIQUE			653						12 078		30 306
FORMATION								62	3 622	17 570	4 167
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTE								21	1 975	237	13 671
DOUBLE-COMPTE										976	
TOTAL : DEPENSES COURANTES DE SANTE	339 777	788	239 722		6 816		9 751	2 153	27 876	50 293	812 272

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics

DEPENSES DE SANTE PAR OPERATION DE FINANCEMENT 1998

Millions de francs

Financements			Dépenses courantes										Protection complémentaire				TOTAL	
Dépenses	Prestations de sécurité sociale		Etat et collectivités locales	Transferts et subventions de séc. soc.	Sécurité sociale	Etat et coll. locales	Mutuelles	Autres	Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL					
	Base	Financement supplémentaire																
Hôpitaux publics et PSPH	4 831	4	242 171	2 474		1 086				3 597	1 487	1 023	15 786	272 459				
Hôpitaux privés	60 326			337														
Sections médicalisées Publiques	7 101	0	3 538	0	0	0	0	0	0									
Privées	4 123		3 538															
	2 978																	
Sous-Total Soins hospitaliers et en sections médicalisées	72 258	4	245 709	2 811	0	1 086	0	0	0	7 910	2 667	2 149	18 782	353 376				
Cabinets libéraux	66 315	39	3 574	1 352	0	0	0	0	0	11 089	4 722	3 169	3 230	93 490				
Médecins*	29 518	4		364						2 330	1 037	255	4 024	37 532				
Auxiliaires	14 482			229						7 394	3 654	2 920	12 607	41 286				
Dentistes	12 024			210						2 259	1 090	487	374	16 444				
Laboratoires d'analyses	1 352	86		78						475	110	148	3 238	5 487				
Etablissements thermaux																		
Sous-Total Soins ambulatoires	123 691	129	3 574	2 233	0	0	0	0	0	23 547	10 613	6 979	23 473	194 239				
Transports de malades	9 807	52		11						162	90	22	229	10 373				
Total Prestataires de Soins	205 756	185	249 283	5 055	0	1 086	0	0	0	31 619	13 370	9 150	42 484	557 988				
Officines Pharmaceutiques	85 056	678		1 750						17 201	6 460	3 495	26 909	141 549				
Autres biens médicaux (Optique - prothèses, orthèses, V.H.P. - Petits matériels et pansements)	13 110			147						4 338	1 790	1 739	12 626	33 750				
Total Biens Médicaux	98 166	678	0	1 897	0	0	0	0	0	21 539	8 250	5 234	39 535	175 299				
TOTAL SOINS ET BIENS MEDICAUX	303 922	863	249 283	6 952	0	1 086	0	0	0	53 158	21 620	14 384	82 019	733 287				
Aide aux malades (Indemnités Journalières)	46 346				10 381													
Aide indirecte (subventions)																		
TOTAL DEPENSES POUR LES MALADES	350 268	863	249 283	6 952	10 381	0	1 086	0	0	53 158	21 620	14 384	82 019	790 014				
Service de médecine préventive, dépistages	1 265					2 099												
Missions de santé publique à caractère général						2 099												
Total PREVENTION	1 265																	
RECHERCHE MEDICALE ET PHARMACEUTIQUE			700			12 507												
FORMATION						3 944							250					
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTE						35												
DOUBLE-COMPTÉ			-700															
TOTAL : DEPENSES COURANTES DE SANTE	351 533	863	249 283	6 952	10 381	2 197	29 091	11 247	9 155	53 158	21 620	14 384	82 269	842 133				

DEPENSES DE SANTE PAR OPERATION DE FINANCEMENT 1999

Financements		Prestations de sécurité sociale				Etat et collectivités locales	Transferts et subventions de séc. soc.	Dépenses courantes				Mutuelles	Sociétés d'assurances	Institution de prévoyance	Ménages	TOTAL
Dépenses	Base	Financement/ supplément.	Dotation globale	Sécurité sociale	Etat et coll. locales			Mutuelles	Autres							
Hôpitaux publics et PSPH		4 499	4	247355		2 541			1 094	3 684	1 513	1 254	15 314	277 258		
	Hôpitaux privés	59 595				347				4 434	1 210	1 295	2 268	69 149		
	Sections médicalisées	7 521	0	3 740	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 261		
	Publics	4 297		3740										8 037		
	Privées	3 224												3 224		
	Sous-Total	71 615	4	251 095	0	2 888	0	0	1 094	8 118	2 723	2 549	17 592	357 668		
	Cabinets libéraux															
	Médecins*	68 018	30	3789		1 373				11 414	4 731	3 328	3 144	95 827		
	Auxiliaires	30 988	3			372				2 395	1 026	250	4 180	39 214		
	Dentistes	14 446				235				7 601	3 610	3 329	12 221	41 442		
Laboratoires d'analyses		12 481				215				2 323	1 090	485	434	17 028		
	Etablissements thermaux	1 417	72			78				489	100	150	3 500	5 806		
	Sous-Total	127 350	105	3 789	0	2 273	0	0	0	24 222	10 557	7 542	23 479	199 317		
	Transports de malades	10 644	43			10				167	90	25	326	11 305		
	Total	209 609	152	254 884	0	5 171	0	0	1 094	32 507	13 370	10 116	41 387	568 290		
	Officines Pharmaceutiques															
	Autres biens médicaux (Optique - Prothèses, orthèses, V H P - Petits matériels et pansements)	91 551	689			1 765				17 683	6 500	3 635	28 234	150 057		
		15 951				145				4 459	1 830	1 826	13 700	37 911		
	Total	107 502	689	0		1 910	0	0	0	22 142	8 330	5 461	41 934	187 968		
	TOTAL	317 111	841	254 884	0	7 081	0	0	1 094	54 649	21 700	15 577	83 321	756 258		
Aide aux malades (Indemnités Journalières)																
Aide indirecte (subventions)	49 134					10 399								49 134		
TOTAL	366 245	841	254 884		7 081	10 399	0	0	1 094	54 649	21 700	15 577	83 321	815 791		
Service de médecine préventive dépistages	1 295															
Missions de santé publique à caractère général							2055		8 389					17 177		
Total	1 295	0	0						1 682					3 737		
PREVENTION																
TOTAL	1 295	0	0	0	0	0	2055	10 071	7 493	0				20 914		
RECHERCHE MEDICALE				950												
FORMATION							64	3 954	19 300	0				34 674		
GESTION ADMINISTRATIVE DE SANTE							40	2 146	271	11 775			252	4 541		
DOUBLE-COMPTÉ RECHERCHE PHARMACEUTIQUE				-950					1 074					15 035		
TOTAL : DEPENSES COURANTES DE SANTE	367 540	841	254 884		7 081	10 399	2 159	31 689	-18 600	11 775	21 700	15 577	83 573	871 405	-19 550	

* Médecine ambulatoire et consultations externes dans les hôpitaux publics

